

TAX THE RICH: DU SLOGAN À LA RÉALITÉ

Les perspectives offertes par
un impôt sur la grande fortune
et la fin des pratiques fiscales
frauduleuses des ultra-riches

PRÉAMBULE	4
SOMMAIRE	2
1. INTRODUCTION	5
MESURES POLITIQUES	7
2. LES RECETTES POTENTIELLES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE PROGRESSIF	8
2.1 POURQUOI METTRE EN PLACE UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE PROGRESSIF?	8
2.2 EN QUOI CONSISTERAIT UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE MODÉRÉ ET PROGRESSIF?	10
2.3 COMMENT ESTIMER LES RECETTES POTENTIELLES DE L'IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE PROPOSÉ ?	12
2.4 RECETTES POTENTIELLES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE AU NIVEAU NATIONAL	13
2.5 AJUSTEMENT POUR TENIR COMPTE D'ÉVENTUELS CHANGEMENTS DE COMPORTEMENT	15
2.6 RÉFUTER LES IDÉES REÇUES SUR L'IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE	15
3. LE COÛT DE LA FRAUDE FISCALE DUE AUX FORTUNES CACHÉES À L'ÉTRANGER	18
3.1 MANQUE DE TRANSPARENCE QUANT À L'EFFICACITÉ DE LA NORME COMMUNE DE DÉCLARATION DE L'OCDE	20
4. CONCLUSION	20
5. RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES IN EUROPEAN UNION	21
ALLEMAGNE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	23
AUTRICHE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	25
BELGIQUE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	27
BULGARIE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	29
CHYPRE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	31
CROATIE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	33
DANEMARK: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	35
ESPAGNE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	37
ESTONIE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	39
FINLANDE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	41
FRANCE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	43
GRÈCE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	45

HONGRIE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	47
IRLANDE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	49
ITALIE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	51
LETTONIE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	53
LITUANIE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	55
LUXEMBOURG: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	57
MALTE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	59
PAYS-BAS: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	61
POLOGNE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	63
PORTUGAL: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	65
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	67
ROUMANIE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	69
SLOVAQUIE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	71
SLOVÉNIE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	73
SUÈDE: RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES	75
RÉFÉRENCES	77
ANNEXE A: AJUSTEMENT POUR TENIR COMPTE DES IMPÔTS SUR LA GRANDE FORTUNE EXISTANTS	80
ANNEXE B: VARIABLES ET SOURCES DES DONNÉES	81
ANNEXE C: DIFERENCIAS CON LA RECAUDACIÓN ESTIMADA DEL IMPUESTO SOBRE EL PATRIMONIO DEL GOBIERNO DE ESPAÑA	83

LES GOUVERNEMENTS DEVRAIENT AVOIR POUR VOCATION DE PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ.

Ils sont censés protéger les droits des citoyens, tout en veillant à ce que les structures destinées à leur garantir une existence digne et le respect de ces mêmes droits soient sur pied. Le bon fonctionnement de ces structures nécessite un budget solide, qui repose généralement sur les contributions de tous les membres de la société. Mais que se passe-t-il lorsque les plus opulents n'apportent pas leur juste part ? Lorsqu'au lieu de soutenir les piliers de la société, ils emportent leur fortune à l'étranger ? Nous connaissons la réponse à ces questions. Nous la constatons au quotidien. Nous vivons dans des sociétés et des pays où des individus richissimes profitent du système au lieu d'y contribuer.

Depuis des décennies, les riches et leur patrimoine prospèrent sous le couvert du prétexte que les taxer pénaliserait l'économie. Les prélèvements sur le capital ont progressivement diminué ces dernières années, tandis que les impôts sur la fortune ont presque disparu. Il a bien fallu se rendre à l'évidence, cependant, après les dernières crises : nous ne pouvons pas nous permettre qu'une minorité accumule autant de richesses au détriment de la grande majorité. Prenant les devants en Europe, l'Espagne a lancé un impôt sur la fortune temporaire et progressif. Pourquoi les autres membres de l'Union européenne ne suivraient-ils pas ? Le présent rapport se penche sur les possibilités offertes par ce scénario, et ses résultats sont stupéfiants. Pris ensemble, les pays de l'UE pourraient en effet collecter **213,3 milliards d'euros**.

Et si nous mettions également le holà aux fortunes cachées à l'étranger ? Aujourd'hui, les ultra-riches gardent leurs milliards à l'abri dans des paradis fiscaux comme les Bermudes, les îles Caïmans ou les îles Vierges britanniques, tandis que des millions de personnes ont du mal à joindre les deux bouts, à trouver un emploi ou même à obtenir un rendez-vous chez le médecin. En fait, nous savons qu'avec le système actuel et le recours aux paradis fiscaux, les pays de l'UE perdent **59,5 milliards d'euros**, qui pourraient autrement être investis dans des logements sociaux ou des programmes éducatifs. Le gain total pour l'ensemble des pays de l'UE pourrait donc s'élever à **272,7 milliards d'euros**.

Alloués en fonction des besoins et des priorités stratégiques de chaque pays, ces fonds pourraient être investis dans les secteurs de l'énergie, de l'éducation, de la santé, des transports ou de l'emploi. Mais le présent rapport ne se contente pas de broser le tableau idéal d'une société plus juste. Il met également en lumière une série de mesures politiques opportunes pour les pays de l'UE, gage de l'avènement de sociétés plus égalitaires et de la solidité des piliers sur lesquels reposent nos structures sociales.

Une société équitable, à laquelle chacun contribue à son juste niveau, n'est pas une utopie. Il suffit d'une chose pour qu'elle devienne réalité : la volonté politique de mettre les grandes fortunes au service de la cause commune.

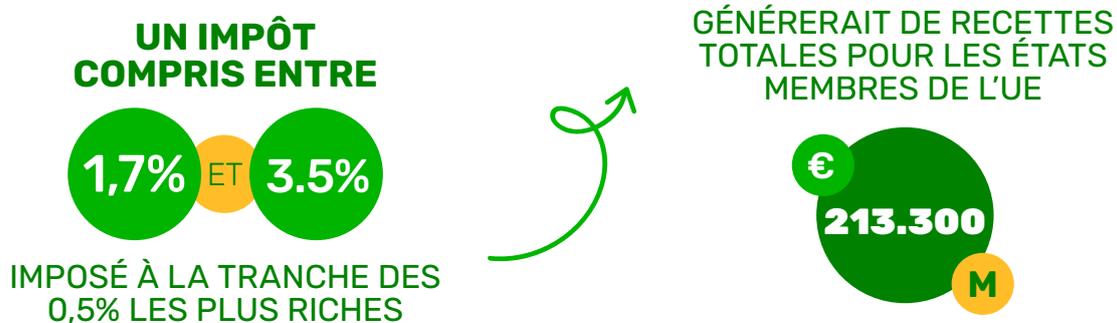


1. INTRODUCTION

Les défis du monde actuel, en particulier la crise climatique, les inégalités et l'augmentation du coût de la vie qu'ont provoquée la pandémie et la guerre, vont de pair avec des besoins financiers considérables. Afin de garantir à tous les citoyens de bonnes conditions de vie et de préserver la cohésion sociale en dépit de ces défis, les gouvernements des pays européens doivent disposer d'une marge de manœuvre budgétaire pour transformer les économies sur une voie sociale et écologique, assurer une éducation de qualité pour tous et garantir l'accès à des services de santé modernes, tout en répondant aux besoins fondamentaux de la population, tels que le logement, l'alimentation et les transports à un prix abordable. Or, ces mesures ne sont envisageables que si les budgets publics sont suffisamment bien dotés et stables.

Un impôt sur la grande fortune, modéré et progressif, pourrait aider les États membres de l'UE à trouver ces deniers qui leur font cruellement défaut. Il s'agirait d'obtenir une contribution raisonnable de la part des personnes appartenant à la tranche des 0,5% les plus fortunés de l'UE, qui détiennent actuellement près de 20% de la richesse européenne. D'après les statistiques de la World Inequality Database¹, ces personnes ont vu leur fortune s'étoffer de 35% au cours des dix dernières années. Il est important de s'attaquer à l'importante disparité de richesse entre les citoyens de l'UE, qui non seulement accentue les inégalités en termes de conditions de vie, mais est également liée au problème du réchauffement climatique d'origine anthropique. Il faut d'ailleurs souligner que les ultra-riches ont particulièrement contribué à ce problème mondial (Oxfam 2022), alors même qu'ils sont moins susceptibles d'en subir les conséquences. Il semble donc justifié de solliciter leur concours dans la lutte contre les changements climatiques. En outre, les écarts de richesse se recourent avec d'autres formes d'inégalité. Ainsi, alors que l'insuffisance des budgets publics touche de manière disproportionnée les femmes et les personnes racisées, qui assurent d'ailleurs la plupart du travail non rémunéré ou sous-payé (Oxfam International 2020), les dix individus les plus riches sont tous de sexe masculin et, en moyenne, le patrimoine des hommes dépasse de 50% celui des femmes (Oxfam International 2020 ; Forbes 2023)². Les revenus du travail étant presque toujours plus fortement taxés que ceux du patrimoine dans les pays européens, il en résulte que les femmes et les personnes racisées supportent une charge fiscale plus élevée, malgré leur situation économique plus défavorable. Taxer les riches est donc une façon de s'attaquer aux inégalités croisées, d'attribuer une plus grande responsabilité financière à ceux qui sont les plus aptes à l'assumer, et d'alléger le fardeau des moins bien lotis.

Dans ce rapport, nous nous penchons sur les possibilités qu'offrirait un impôt progressif modéré, appliqué aux personnes les plus fortunées et prélevé par les États membres de l'UE. En nous appuyant sur les données de la World Inequality Database, nous estimons les recettes potentielles d'un impôt qui suit largement le modèle de la taxe de solidarité espagnole adoptée au début de l'année 2023.



Cet impôt ne s'appliquerait qu'au patrimoine net³ de ces personnes au-delà du seuil supérieur de 0,5%, sans conséquence pour leurs actifs en deçà de ce seuil. Des recettes fiscales de 213,3 milliards d'euros reviendraient à distribuer un chèque de 1 083 euros par an à chaque ménage européen. Ce chiffre vient s'ajouter aux prélèvements existants et n'est que légèrement inférieur si l'on tient compte des probabilités maximales d'expatriation en réaction à ce nouvel impôt, décrites dans les ouvrages spécialisés (208,5 milliards d'euros).

¹ Les statistiques de la World Inequality Database (WID), qui peuvent être consultées sur le site wid.world, ont été compilées par une équipe composée de MM. Alvaredo, Chancel, Piketty, Saez et Zucman à partir des comptes nationaux, de résultats d'enquêtes, de données fiscales et des classements par niveau de richesse. Cette base de données sur les inégalités dans le monde permet de surmonter les lacunes inhérentes aux résultats des enquêtes auprès des ménages, qui ne représentent pas de manière adéquate les individus les plus riches et s'avèrent donc inappropriés pour évaluer la pertinence d'un impôt sur la grande fortune. Pour en savoir plus, se reporter au chapitre « Les recettes potentielles d'un impôt sur la grande fortune progressif ».

² Pour des estimations sur l'écart de richesse entre les hommes et les femmes dans différents États membres de l'UE, voir Kukk, Meriküll et Rõom (2020). Pour une analyse des inégalités de richesse liées au genre, à la classe sociale et à l'appartenance ethnique, voir Warren (2006).

³ L'expression « patrimoine net » désigne le total des actifs, déduction faite du total des passifs. Par exemple, une personne qui a un million d'euros sur son compte bancaire, mais qui doit rembourser un prêt d'un million d'euros a un patrimoine net égal à zéro.

À l'heure actuelle, les États membres de l'UE ne connaissent pas avec précision l'intégralité du patrimoine de leurs citoyens. Les systèmes d'imposition actuels ouvrent la possibilité aux ultra-riches de se livrer à des pratiques fiscales frauduleuses à l'échelle internationale, en recourant généralement aux paradis fiscaux pour mettre leur fortune à l'abri. En conséquence, les fraudeurs empêchent les pouvoirs publics de percevoir les recettes fiscales générées par les plus-values. Pour évaluer la gravité de ce préjudice porté aux fonds publics, la deuxième partie de ce rapport estime l'ampleur des pertes de recettes fiscales infligées aux gouvernements des États membres de l'UE. Nous nous sommes appuyés sur les divergences existantes entre les statistiques macroéconomiques et les données relatives à la propriété transfrontalière d'actifs financiers pour mesurer la gravité de la fraude fiscale⁴ à caractère extraterritorial à laquelle se livrent des particuliers fortunés dans les différents États membres.

NOUS ESTIMONS QU'EN 2019, LES CONTRIBUABLES EUROPÉENS ONT



À CAUSE DE LA FRAUDE FISCALE PRATIQUÉE PAR DES PERSONNES FORTUNÉES QUI DISSIMULENT LEUR RICHESSE DANS DES JURIDICTIONS OPAQUES.

Récupérer les fonds perdus à cause de pratiques fiscales frauduleuses est dans l'intérêt de tous les citoyens européens, exception faite des rares personnes qui profitent des autres en détournant l'impôt. D'après l'enquête European Value Study, 92% des citoyens de l'UE désapprouvent l'idée selon laquelle il est justifié de tromper le fisc si l'occasion se présente. .

Collectivement, en récupérant les fonds perdus à cause de la fraude fiscale et en soumettant les personnes les plus aisées à un impôt modéré spécifique, les États membres de l'UE ont la possibilité de **collecter 272,8 milliards d'euros** supplémentaires par an. Ce montant équivaut à **1,73% du PIB total de l'UE**. S'il était réparti de manière égale entre les ménages européens, il se traduirait par un revenu annuel supplémentaire de **1 386 euros par foyer**.

Les gouvernements démocratiquement élus pourraient utiliser cet argent pour répondre aux besoins concrets et aux priorités politiques spécifiques de leur pays. À titre d'exemple, 272,8 milliards d'euros suffiraient à:⁵

- Couvrir 39% des dépenses d'éducation de tous les États membres. Par exemple, les États membres pourraient utiliser cet argent pour doubler le nombre d'enseignants du primaire, doubler les salaires des enseignants du primaire déjà en poste et nouvellement recrutés, et ils disposeraient encore de près de 75 milliards d'euros ; ou
- Augmenter les dépenses de santé des États membres de 23%. Par exemple, les États membres pourraient augmenter les salaires des infirmières et infirmiers hospitaliers de 50% et employer deux fois plus de personnel infirmier en hôpitaux à ce taux de salaire plus élevé, et ils auraient encore plus d'un milliard d'euros à leur disposition ; ou
- Financer 81% de l'ensemble du budget des transports. Ce budget permettrait de doubler les dépenses consacrées à des mesures favorisant des transports efficaces et bas carbone, d'investir 5,8 fois plus qu'à l'heure actuelle dans le réseau ferroviaire, ou de distribuer gratuitement 1,1 milliard de Pass Interrail Global, soit plus de deux Pass Interrail par personne et par an ; ou
- Couvrir l'ensemble des dépenses des États membres en matière de lutte contre le chômage et même les augmenter de 11%. Par exemple, les États membres pourraient utiliser cet argent pour financer toutes les dépenses existantes et augmenter de 70% le nombre de programmes de formation par rapport à l'offre actuelle ; ou
- financer 93% de toutes les mesures que les États membres ont récemment mises en œuvre pour rendre l'énergie abordable et atténuer la crise du coût de la vie ; ou
- Distribuer directement 1 386 euros à chaque foyer européen, ce qui permettrait aux ménages de payer 85% de leur facture énergétique annuelle (moyenne de l'UE en 2021 : 1 635 euros par ménage, 720 euros par citoyen).

⁴ Dans le présent rapport, nous parlons de fraude fiscale plutôt que d'évitement fiscal ou d'évasion fiscale afin d'englober l'ensemble du problème des flux financiers illicites, qui comprend l'évasion fiscale délictuelle, le contournement illégal des règles fiscales et certains types d'optimisation fiscale qui, bien que légaux d'un point de vue technique compte tenu des lacunes des règles fiscales internationales, sont tout de même contraires à l'esprit de la loi.

⁵ Se reporter à l'annexe B pour une description détaillée de toutes les variables mentionnées et de leurs sources.

MESURES POLITIQUES

Notre rapport souligne la nécessité de mettre en place deux grands programmes d'action, chacun comprenant plusieurs volets. Ces programmes politiques sont (i) la mise en place d'un impôt sur la grande fortune modéré et progressif, et (ii) la transparence totale de la propriété effective de tous les types de sociétés et d'actifs.

1. Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif.

Notre rapport met en exergue les avantages potentiels d'instaurer un impôt sur la grande fortune modéré et progressif. Un tel impôt ne génère pas seulement des recettes publiques indispensables, comme le souligne ce rapport, mais il s'attaque également aux inégalités croissantes qui constituent un fardeau pour tous les États membres de l'UE. En période de crises multiples, le fait de taxer ceux qui ont amassé une fortune importante en dépit de ces crises, voire grâce à elles, véhicule un message fort de solidarité et contribue à maintenir la cohésion sociale. La décision du gouvernement espagnol d'instaurer une taxe de ce genre démontre sa faisabilité politique.

Toutefois, les débats autour des impôts sur la fortune sont souvent entachés d'idées fausses et de préjugés, au nombre desquels le sentiment que ce type d'impôt pourrait léser la classe moyenne. Il est important de rappeler que l'impôt proposé ne s'appliquerait qu'aux 0,5% les plus riches dans le classement de la répartition des richesses, et uniquement à la partie de leur patrimoine qui excède ce que possède une personne faisant partie des 1% les plus fortunés. En outre, il convient de garder à l'esprit que le patrimoine des 5% les plus riches a augmenté de 35% au cours des dix dernières années, ce qui indique qu'ils sont en mesure d'amortir l'impact d'un impôt sur la fortune.

L'instauration d'un impôt sur la grande fortune nécessitera donc de changer de discours et d'expliquer clairement comment cet impôt sera prélevé, qui il affectera et, plus important encore, qui il n'affectera pas, si ce n'est du point de vue des avantages que des budgets publics bien dotés apporteraient à la population. Les responsables de sa mise en œuvre devront en particulier démentir les idées reçues qui entourent l'impôt sur la grande fortune progressif et que nous passons en revue dans le présent rapport.

2. Garantir la transparence totale en ce qui concerne la propriété effective de tous les types de sociétés et d'actifs.

Pour pouvoir instaurer une taxe efficace sur la valeur ou le produit des investissements des personnes fortunées, une première étape indispensable consiste à s'assurer que les fonctionnaires de l'administration concernée sachent qui sont les propriétaires réels de toutes les sociétés et de tous les actifs, proposition connue sous le nom de « Registre mondial des actifs » (Global Asset Register). De plus, une telle transparence aurait pour corollaire une diminution de nombreux autres types de flux financiers illicites, notamment ceux rattachés au blanchiment d'argent, à la corruption, au financement du terrorisme et au trafic de stupéfiants (Knobel 2020 ; Neef et al. 2022 ; Mack 2022). À l'ère de la mondialisation, l'UE doit se projeter au-delà de ses frontières pour progresser dans ce domaine, en s'efforçant de combler les lacunes et de mettre fin aux lois sur le secret bancaire brandies par les refuges fiscaux du monde entier et habilement maniées par des citoyens de l'UE pour dissimuler leurs activités et leur patrimoine. L'indice d'opacité financière du réseau Tax Justice Network permet d'évaluer en détail les législations qui autorisent ces pratiques, et offre par conséquent des pistes aux décideurs politiques pour qu'ils concentrent leur attention sur les intervenants appropriés.



2. LES RECETTES POTENTIELLES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE PROGRESSIF

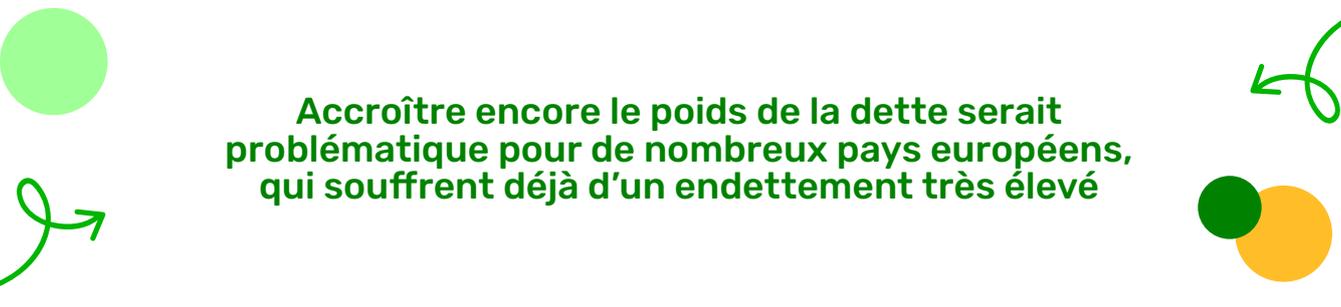
Un impôt sur la grande fortune modéré et progressif pourrait générer des recettes fiscales considérables pour les États membres de l'UE. Dans les pages qui suivent, nous examinons les raisons qui justifient la mise en place de cet impôt, nous présentons en détail un modèle possible et nous fournissons des estimations des recettes potentielles qu'il rapporterait pour chaque État membre de l'UE.

2.1 Pourquoi mettre en place un impôt sur la grande fortune progressif?

Au-delà du principe primordial de justice sociale, d'autres raisons viennent étayer cette proposition, entre perspectives économiques, considérations éthiques et précédents historiques.

D'un point de vue économique, il ne fait aucun doute que la transition sociale et écologique vers une économie durable exige des investissements colossaux. Ces investissements sont d'ailleurs nécessaires pour favoriser l'indépendance de l'Europe face à des fournisseurs autocratiques et des chaînes d'approvisionnement instables. La Commission européenne entend mobiliser au moins 1 000 milliards d'euros en investissements durables au cours de la prochaine décennie. Si le secteur privé peut contribuer à la transformation de l'économie, une grande partie de ces investissements exigera un financement public ou, tout du moins, des garanties publiques⁶. Pour générer les ressources nécessaires, trois possibilités s'ouvrent en principe aux États membres de l'UE, à savoir: (i) réduire les dépenses dans d'autres secteurs, (ii) augmenter la dette publique, ou (iii) augmenter les recettes publiques.

À de rares exceptions près, les coupes budgétaires dans les dépenses publiques s'avèrent incompatibles avec l'objectif de maintien de la justice et de la cohésion sociale.



Accroître encore le poids de la dette serait problématique pour de nombreux pays européens, qui souffrent déjà d'un endettement très élevé

En outre, l'émission de dette publique a pour effet de transférer la richesse du secteur public au secteur privé, ce qui n'est pas forcément souhaitable dès lors que les inégalités s'en trouveraient renforcées. L'augmentation des recettes publiques par le biais de la fiscalité est donc un moyen plus durable et plus équitable de financer les dépenses.

Il est justifié, d'un point de vue social et éthique, de taxer modérément ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide de la richesse. Alors que la moitié de la population des États membres de l'UE ne possède que 3,5% de la richesse totale, les 0,5% les plus aisés en détiennent 19,7% et ont vu leur fortune (corrigée de l'inflation) augmenter de 35% au cours des dix dernières années. Cette tendance s'explique en partie par un rendement sur la fortune réalisé considérablement plus élevé pour ceux qui se situent en haut de la pyramide. Par exemple, Fagereng et al. (2020) montrent que le fait de passer du 10e au 90e centile de la répartition de la richesse nette augmente le rendement sur la fortune de 18 points de pourcentage. En d'autres termes, la richesse engendre plus de richesse, mais principalement pour les individus les plus nantis, ce qui exclut la majorité de la population de ces bénéficiaires.

⁶Se reporter par exemple à l'avis du Comité économique et social européen en faveur d'investissements publics supplémentaires dans les infrastructures énergétiques pour lutter contre le changement climatique : <https://www.eesc.europa.eu/fr/news-media/news/union-europeenne-besoin-dinvestissements-publics-supplementaires-dans-les-infrastructures-energetiques-pour-lutter>.

La richesse étant plus concentrée que les revenus et la consommation – rappelons que les 0,5% les plus riches possèdent 19,7% de toute la richesse européenne – un impôt sur la grande fortune appliqué uniquement aux 0,5% les plus riches peut générer des recettes importantes sans toucher au patrimoine des 99,5% restants, ce qui maintient la consommation et l'investissement.

Les dépenses rendues nécessaires par les changements climatiques anthropiques constituent un autre argument moral en faveur d'un impôt sur la grande fortune progressif.

En effet, les citoyens les plus fortunés sont davantage responsables des émissions de carbone, compte tenu de leurs modes de consommation plus excessifs et de leurs habitudes en matière d'investissement.

— d'après une étude récemment menée par Oxfam (2022) —



Bien que seuls 17 des milliardaires concernés par cette étude soient établis dans l'UE, l'ampleur des émissions excessives générées par les ultra-riches est un fait largement démontré dans le monde entier

(Barros et Wilk 2021; Chancel 2022).

L'impôt sur la grande fortune permet de s'attaquer non seulement aux disparités économiques, mais aussi aux inégalités raciales et de genre, ce qui en fait un outil puissant pour promouvoir l'égalité. Il part du constat que les femmes et les personnes racisées disposent souvent d'un niveau de richesse inférieur en raison de facteurs tels que le travail non rémunéré ou sous-payé et des droits successoraux limités. Les statistiques montrent que les hommes possèdent, en moyenne, 50% de richesses de plus que les femmes (Oxfam International 2020), l'écart se creusant davantage dans les couches les plus aisées (Kukk, Meriküll et Rõõm 2020). En raison de leur patrimoine limité, les femmes et les minorités racisées dépendent principalement des revenus du travail, qui sont souvent soumis à des taux d'imposition plus élevés que les revenus du patrimoine. Par conséquent, les personnes qui sont déjà en proie à des difficultés, notamment à des conditions de vie précaires et une vulnérabilité financière à la retraite, sont soumises à une charge fiscale disproportionnée, ce qui ne fait que creuser les inégalités existantes. La mise en œuvre d'un impôt sur la grande fortune offre la possibilité de remédier efficacement à la perpétuation de ces inégalités et d'œuvrer en faveur d'une société plus juste et plus équitable.

Enfin, les expériences passées invitent à l'optimisme quant au succès des impôts sur la fortune progressifs. L'Europe de l'après-guerre illustre parfaitement les avantages de ce type d'imposition. Alors que la France et le Royaume-Uni tentaient de colmater leurs dettes considérables à coups de taux d'inflation élevés – ce qui leur valait des années d'inflation à deux chiffres – l'Allemagne optait pour un impôt sur la fortune progressif. Rétrospectivement, les historiens de l'économie considèrent ce type d'impôt, axé sur la richesse nette des individus, comme un facteur déterminant de la remarquable reprise économique de l'Allemagne après la guerre, phénomène souvent qualifié de « miracle économique » (Eichengreen 1990 ; Hughes 2009 ; voir également Saez, Zucman et Landais 2020).

2.2 En quoi consisterait un impôt sur la grande fortune modéré et progressif ?

Les avantages d'un impôt sur la grande fortune progressif s'appliqueraient à toute une série de régimes fiscaux potentiels, étant donné que l'impôt ne concerne qu'une petite fraction des plus riches et que les taux d'imposition ne sont pas excessivement élevés.

Pour simuler les recettes potentielles d'un impôt envisageable d'un point de vue politique, nous suivons le modèle de l'impôt sur la fortune introduit par le gouvernement espagnol en 2023. Bien que cet « Impuesto temporal de solidaridad de las grandes fortunas » (impôt temporaire de solidarité sur les grandes fortunes) ait été établi en tant qu'impôt annuel, mais limité dans le temps, la proposition pourrait tout aussi bien être appliquée à long terme.

À l'instar de l'initiative espagnole, nous envisageons un impôt sur le patrimoine individuel net, c'est-à-dire déduction faite des dettes, au-delà d'un certain seuil. Nous reprenons également les taux proposés par le gouvernement espagnol. Toutefois, pour tenir compte de la disparité des niveaux de richesse entre les États membres de l'UE, nous adaptons le modèle espagnol de sorte que les seuils soient basés sur la richesse relative (c'est-à-dire sur les x% d'individus les plus riches), plutôt que sur des valeurs en euros. En concordance avec la proposition espagnole, dans notre modèle, les individus les plus riches paient un impôt sur la fortune progressif *uniquement sur le patrimoine qui se situe au-delà du seuil* faisant d'eux les individus les plus riches. Le tableau 1 résume les seuils et les taux d'imposition appliqués.

Tableau 1 Grille de l'impôt sur la grande fortune progressif d'après le modèle espagnol

NIVEAU DE FORTUNE	CENTILES DE RICHESSE CONCERNÉ	SEUIL CORRESPONDANT EN ESPAGNE EN EUROS	SEUIL RÉEL DU MODÈLE ESPAGNOL EN EUROS	TAUX D'IMPOSITION
Fortune au-delà du seuil de 0,5% des plus riches	Du 99,5e au 99,9e centile	2 893 293 €	3 000 000 €	1,7%
Fortune au-delà du seuil de 0,1% des plus riches	Du 99,9e au 99,95e centile	6 331 058 €	5 000 000 €	2,1%
Fortune au-delà du seuil de 0,05% des plus riches	Du 99,95e au 100e centile	10 233 967 €	10 000 000 €	3,5%



Chaque pays ayant son propre schéma de répartition de la richesse, les seuils varient considérablement d'un État membre à l'autre. Le tableau 2 indique les seuils de cet impôt qui s'appliquent aux différents États membres.

Tableau 2 *Seuil de richesse pour l'application d'un impôt sur la fortune progressif*

PAYS	SEUILS EN EUROS PAR PAYS		
	SEUIL DE 0,5% DES PLUS RICHES 99,5 ^e CENTILE	SEUIL DE 0,1% DES PLUS RICHES 99,9 ^e CENTILE	SEUIL DE 0,05% DES PLUS RICHES 99,95 ^e CENTILE
Allemagne	3 281 228	7 240 061	12 515 790
Autriche	2 811 006	7 433 834	12 729 023
Belgique	2 755 901	4 387 150	5 745 264
Bulgarie	915 484	2 089 301	3 516 506
Chypre	2 850 391	3 457 020	3 557 899
Croatie	888 130	1 946 762	3 163 558
Danemark	2 614 471	6 610 878	11 384 656
Espagne	2 893 293	6 331 058	10 233 967
Estonie	2 031 638	5 031 429	8 196 903
Finlande	1 620 520	3 006 736	4 244 716
France	3 642 667	8 951 980	14 792 948
Grèce	1 353 604	2 576 147	3 494 023
Hongrie	1 515 172	4 003 043	7 255 230
Irlande	4 626 645	7 369 371	9 074 918
Italie	2 723 129	5 842 016	9 021 437
Lettonie	1 468 712	3 848 037	6 607 305
Lituanie	1 023 465	2 282 275	3 768 982
Luxembourg	1 769 177	4 465 004	8 498 880
Malte	2 116 026	3 773 778	4 922 128
Pays-Bas	2 835 533	5 901 290	9 039 726
Pologne	749 441	1 967 199	3 561 277
Portugal	2 515 788	6 008 426	9 828 284
République tchèque	1 249 246	2 730 460	4 423 337
Roumanie	1 074 933	2 398 154	3 961 940
Slovaquie	986 678	1 890 752	2 637 038
Slovénie	1 000 049	2 294 230	4 121 358
Suède	2 138 734	4 675 318	7 575 316

Contrairement à la proposition espagnole, notre méthode suggère d'éviter les exonérations pour différentes catégories d'actifs. Au lieu de cela, nous nous concentrons sur une exonération de base pour la richesse nette inférieure au seuil de 0,5% des plus aisés. Cela signifie que toute richesse nette détenue par les contribuables qui se situe en dessous de ce seuil de 0,5%, qu'il s'agisse de biens immobiliers, de sociétés, d'œuvres d'art ou de fonds sur des comptes bancaires, ne serait pas soumise à l'impôt sur la grande fortune. Cette exonération reconnaît l'importance de permettre aux propriétaires de conserver la valeur de leurs propriétés et aux entrepreneurs de maintenir une part substantielle de leur participation individuelle dans une société, sans être imposés, par exemple. Toutefois, pour la richesse dépassant ce seuil, aucune exonération ne serait accordée, quelle que soit la manière dont les individus choisissent d'investir ou de conserver leur patrimoine.

L'impôt espagnol sur la fortune, en revanche, prévoit des exonérations généreuses, y compris pour le patrimoine dépassant le seuil fixé. Par exemple, les biens personnels tels que les bijoux, les bateaux de plaisance ou les jets privés peuvent être exonérés, de même que les œuvres d'art sous certaines conditions. Des exonérations sont également accordées pour les droits de propriété intellectuelle et industrielle, ainsi que pour les actions de sociétés cotées en bourse, en particulier si l'assujéti prend part à la gestion de la société et détient une participa-

tion significative dans celle-ci. Ces exonérations créent une brèche qui permet aux personnes les plus fortunées d'échapper à l'impôt.

Non seulement ces exonérations sont injustes, car elles favorisent certaines formes de richesse par rapport à d'autres, mais elles sont aussi particulièrement inefficaces. Les personnes fortunées peuvent facilement placer leur patrimoine dans des actifs exonérés et se soustraire ainsi à leurs obligations fiscales. Étant donné qu'au-delà d'un certain niveau, la richesse n'est pas nécessaire à la consommation quotidienne, investir dans des actifs moins liquides présente peu d'inconvénients. Les œuvres d'art, par exemple, représentent un investissement très apprécié qui offre des avantages comparables à d'autres formes de patrimoine (Mandel 2009 ; Oosterlinck 2017). Même si les catégories d'actifs alternatifs risquent d'offrir un rendement avant impôt plus faible (Pesando 1993), elles constituent pour leurs propriétaires un moyen simple et direct d'échapper à l'impôt sur la fortune sans avoir besoin de dissimuler des biens.

Face à ce constat, Saez et Zucman (2022) proposent d'éviter ces exonérations et de fixer le seuil d'application de l'impôt sur la grande fortune à un niveau relativement élevé. Nous suivons cette optique dans la présente étude, dans le but de réduire les possibilités d'optimisation fiscale et de promouvoir une mise en œuvre plus juste et plus efficace de l'impôt sur la grande fortune.

Nous examinons en détail à l'annexe C les raisons probables des différences entre la présente étude et l'estimation des recettes de l'impôt sur la fortune faite par le gouvernement espagnol.

2.3 Comment estimer les recettes potentielles de l'impôt sur la grande fortune proposé ?

Nous nous appuyons sur les données de la World Inequality Database (WID) à la fois pour établir les seuils à partir desquels l'impôt suggéré s'appliquerait et pour déterminer la fortune imposable au-delà de chaque seuil. La WID surmonte un problème inhérent à la plupart des données issues des enquêtes auprès des ménages, à savoir que ces enquêtes ne rendent pas compte de manière adéquate des niveaux de richesse des individus les plus aisés. Bien que cette lacune soit de second ordre pour de nombreuses questions démographiques, nous ne pouvons pas estimer la fortune imposable des 0,5% les plus opulents si nous ne disposons pas d'un relevé détaillé du patrimoine des personnes ultra-riches. La WID brosse un tableau précis des grandes fortunes en combinant plusieurs sources de données, telles que les comptes nationaux, les résultats d'enquête, les données fiscales et les classements par niveau de richesse.

Pour estimer les recettes fiscales potentielles, nous procédons en 6 étapes, comme suit :

1. DÉFINIR LES SEUILS DE RICHESSE PERTINENTS POUR CHAQUE PAYS.

2. CALCULER LA FORTUNE IMPOSABLE AU-DELÀ DE CHAQUE SEUIL.

Étant donné que la WID ne renseigne que sur la fortune nette moyenne des personnes au-delà d'un seuil spécifique, et non sur leur fortune nette totale, nous avons conçu notre propre méthode de calcul de la fortune imposable. Nous prenons comme base de départ la différence entre la richesse moyenne des personnes dépassant un certain seuil et le seuil lui-même. Nous multiplions ensuite cette « richesse moyenne au-dessus du seuil » par le nombre de personnes concernées. Le nombre de personnes au-dessus d'un seuil donné s'obtient en multipliant le pourcentage de personnes au-dessus de ce seuil par la population adulte totale du pays (voir la troisième colonne du tableau 3).

3. DÉTERMINER LE TAUX D'IMPOSITION SUPPLÉMENTAIRE À APPLIQUER À LA FORTUNE DÉPASSANT CHAQUE SEUIL.

Il est à noter que la fortune imposable au-dessus du seuil du 99,9^e centile est déjà incluse dans celle qui dépasse le seuil du 99,5^e centile. De même, la fortune imposable au-dessus du seuil du 99,95^e centile est incluse à la fois dans celle dépassant le seuil du 99,9^e centile et dans celle dépassant le seuil du 99,5^e centile. Pour éviter un double comptage de la fortune imposable, nous calculons donc le taux d'imposition supplémentaire appliqué à chaque seuil. L'impôt sur la fortune nette dépassant le seuil du 99,9^e centile est donc calculé en additionnant (i) l'impôt dû pour avoir franchi le seuil du 99,5^e centile et (ii) l'impôt dû pour avoir franchi le seuil du 99,9^e centile. Comme la fortune nette au-delà du 99,9^e centile est déjà incluse dans le calcul de l'impôt (i) avec le taux d'imposition inférieur, nous n'appliquons que le taux d'imposition supplémentaire pour le calcul de l'impôt (ii). Pour obtenir le taux d'imposition supplémentaire, il suffit de soustraire au taux d'imposition réel celui appliqué à la tranche immédiatement inférieure au seuil concerné (voir la cinquième colonne du tableau 3).

4. CALCULER LES RECETTES FISCALES PROVENANT DE LA FORTUNE NETTE DÉPASSANT CHAQUE SEUIL.

Pour chaque seuil, nous multiplions la fortune imposable par le taux d'imposition supplémentaire pour obtenir le montant des recettes fiscales provenant des fortunes qui dépassent le seuil (voir la sixième colonne du tableau 3).

5. CALCULER LES RECETTES FISCALES TOTALES.

Pour obtenir une estimation des recettes fiscales totales, nous additionnons les recettes provenant des fortunes qui dépassent les différents seuils.

6. EFFECTUER UN AJUSTEMENT POUR TENIR COMPTE DES IMPÔTS EXISTANTS.

Enfin, nous ajustons les recettes fiscales estimées en fonction des impôts déjà existants sur la base des statistiques de recettes de l'OCDE (pour plus de détails, se reporter à l'annexe A).

Tableau 3 Estimation des recettes d'un impôt sur la fortune progressif

FORTUNE IMPOSABLE			TAUX D'IMPOSITION		RECETTES FISCALES PROVENANT DES FORTUNES DÉPASSANT LE SEUIL
SEUIL	S'APPLIQUE À...	FORMULE POUR LE CALCUL	TAUX RÉEL	TAUX SUPPLÉMENTAIRE	
Fortune dans le 99,5e centile	Toutes les fortunes dépassant le 99,5e centile	(fortune moyenne de particuliers dépassant le 99,5e centile - seuil du 99,5e centile) × 0,5% × population adulte	1.7%	1.7%	Base patrimonial imponible superior al percentil 99,5 x 1,7%
Fortune dans le 99,9e centile	Toutes les fortunes dépassant le 99,9e centile	(fortune moyenne de particuliers dépassant le 99,9e centile - seuil du 99,9e centile) × 0,1% × population adulte	2.1%	0.4%	Base patrimonial imponible superior al percentil 99,9 x 0.4%
Fortune dans le 99,95e centile	Toutes les fortunes dépassant le 99,95e centile	(fortune moyenne de particuliers dépassant le 99,95e centile - seuil du 99,95e centile) × 0,05% × population adulte	3.5%	1.4%	Base patrimonial imponible superior al percentil 99,95 x 1.4%

2.4 Recettes potentielles d'un impôt sur la grande fortune au niveau national

Le tableau 4 indique le montant des recettes que chaque État membre de l'UE pourrait tirer d'un impôt sur la grande fortune suivant le modèle espagnol. La première colonne indique les recettes fiscales estimées sans tenir compte des éventuels impôts sur la fortune déjà en place⁷. La deuxième colonne corrige ces estimations pour tenir compte des impôts sur la fortune existants, en calculant uniquement les recettes potentielles résultant de l'application du nouvel impôt proposé, en plus des rentrées obtenues par le biais des impôts existants.

Les estimations montrent qu'en instaurant un impôt sur la grande fortune comme celui proposé par le gouvernement espagnol, les pays européens auraient la possibilité de collecter plus de 213 milliards d'euros au total. Cette somme représente 1,35% du PIB de l'UE. Dépassant l'encours de la dette de 150 milliards d'euros des fonds européens pour la relance face à la pandémie, elle offrirait aux gouvernements des moyens suffisants pour éviter de recourir à des mesures d'austérité coûteuses.

Ces recettes fiscales potentielles de 213,3 milliards d'euros représentent 1,35% du PIB cumulé des Vingt-Sept. Une somme considérable, qui suffirait à couvrir 72% des mesures adoptées par les États membres pour préserver le caractère abordable de l'énergie face à la hausse des coûts dans le secteur. Elle équivaut à dix fois le coût des initiatives récemment lancées pour l'électricité bas carbone, ce qui montre combien ses retombées potentielles sont importantes.

Grâce aux recettes provenant d'un impôt sur la grande fortune, les États membres de l'UE pourraient augmenter leurs investissements dans l'éducation de 30%, un pourcentage non négligeable. Concrètement, cet argent public pourrait servir à rémunérer 6 042 237 enseignants du primaire, soit plus du triple des effectifs actuels. Une autre possibilité consisterait à allouer ces fonds aux budgets de la santé, de sorte à les augmenter de 18%. Cela permettrait de couvrir une fois et demie le salaire annuel de tout le personnel infirmier en hôpitaux européens.

En outre, cette somme conséquente de 213,3 milliards d'euros ne représente pas moins de 86% du budget affecté aux allocations chômage dans les États membres. Elle pourrait aussi être employée efficacement dans le logement public, pour multiplier par plus de sept les investissements actuels et contribuer ainsi à l'amélioration d'infrastructures indispensables.

⁷ La Belgique, la France et l'Italie appliquent déjà des impôts sur la fortune ou similaires. Se reporter à l'annexe A pour en savoir plus.

Par ailleurs, ces 213,3 milliards d'euros pourraient couvrir 63% du budget des transports des États membres ou être investis dans le ferroviaire, multipliant ainsi les ressources du secteur par 4,5. D'autre part, ils pourraient servir à financer les mesures en cours en faveur de transports efficaces et bas carbone de sorte à les étendre de 50%, une impressionnante perspective.

Bien entendu, une autre option consisterait à répartir directement cet argent entre les contribuables. Cette démarche équitable se traduirait par un chèque appréciable de 1 083 euros par ménage. En moyenne, cette somme couvrirait 66% de la facture énergétique d'un ménage moyen. Ce coup de pouce serait particulièrement bienvenu pour les nombreux foyers à faibles revenus.

Les chiffres présentés ci-après sont très proches des estimations de recettes liées à un impôt sur la fortune progressif mis en œuvre à l'échelle de l'UE, avec des taux comparables, tel qu'envisagé par Saez et al. (2020).

Cuadro 4 *Estimaciones de recaudaciones de un impuesto progresivo sobre el patrimonio*

PAYS	RECETTES TOTALES EN MILLIONS D'EUROS		
	NON CORRIGÉES AU TITRE DES IMPÔTS SUR LA FORTUNE EXISTANTS	CORRIGÉES AU TITRE DES IMPÔTS SUR LA FORTUNE EXISTANTS	CORRIGÉES AU TITRE DES IMPÔTS SUR LA FORTUNE EXISTANTS ET AJUSTÉES EN FONCTION D'ÉVENTUELLES RÉACTIONS MIGRATOIRES
Allemagne	65 128	65 128	63 695
Autriche	6 122	6 122	5 987
Belgique	1 631	1 465	1 429
Bulgarie	1 036	1 036	1 014
Chypre	221	221	216
Croatie	526	526	514
Danemark	4 282	4 282	4 187
Espagne	22 026	19 691	19 206
Estonie	350	350	342
Finlande	1 027	1 027	1 004
France	48 206	46 126	45 065
Grèce	1 460	1 460	1 428
Hongrie	3 926	3 926	3 839
Irlande	2 062	2 062	2 017
Italie	27 892	27 200	26 586
Lettonie	478	478	468
Lituanie	420	420	411
Luxembourg	497	497	486
Malte	43	43	42
Pays-Bas	5 734	5 734	5 607
Pologne	7 383	7 383	7 220
Portugal	3 699	3 699	3 618
République tchèque	3 721	3 721	3 639
Roumanie	3 362	3 362	3 288
Slovaquie	466	466	456
Slovénie	565	565	552
Suède	6 287	6 287	6 149
TOTAL	218,547	213,273	208,465

2.5 Ajustement pour tenir compte d'éventuels changements de comportement

Une objection souvent invoquée à l'établissement d'un impôt sur la fortune est qu'il pousserait les personnes les plus aisées à recourir à des subterfuges encore plus efficaces pour dissimuler leur richesse ou tout simplement à s'expatrier dès sa mise en place. Nous évaluons dans cette partie l'éventualité d'une évasion fiscale et la nécessité de tenir compte de ces possibles tentatives d'optimisation fiscale.

Dans le but d'évaluer le potentiel d'un impôt sur la grande fortune qui, s'il est correctement mis en œuvre et accompagné de mesures à l'échelle de l'UE visant à empêcher la fraude fiscale⁸, devrait laisser peu de marge aux transferts frauduleux d'actifs vers d'autres pays, nous ne tenons pas compte de ces possibilités d'évitement fiscal illégal dans nos estimations. Toutefois, le risque que des citoyens fortunés quittent leur pays pour se soustraire en toute légalité au paiement de l'impôt sur la grande fortune reste un défi.

Bien qu'il existe dans certains pays des preuves anecdotiques du départ de certaines personnes ultra-riches après la mise en œuvre d'un impôt sur la fortune⁹, souvent liées à l'indignation de l'opinion publique, des travaux de recherche soulignent que les réactions migratoires face à de nouveaux impôts sur les plus fortunés sont négligeables (Young et al. 2016 ; Advani, Burgherr et Summers 2022). Advani, Burgherr et Summers (2022) se penchent sur un contexte comparable, à savoir la réforme lancée au Royaume-Uni en 2017 pour intégrer les résidents de longue durée et les « non-doms » (non domiciliés) nés au Royaume-Uni dans le système d'imposition ordinaire, réduisant d'entre 8,8% et 13% l'assiette nette du taux d'imposition moyen qui leur était applicable. Semblable à l'introduction d'un impôt sur la fortune progressif, ce changement n'a concerné que les personnes aisées qui sont, en règle générale, relativement mobiles.¹⁰

CETTE ÉTUDE NE CONSTATE PAS D'EXODE APRÈS LA RÉFORME.

LES AUTEURS EXCLUENT D'AILLEURS EXPLICITEMENT UNE RÉACTION MIGRATOIRE SUPÉRIEURE À



Pour parer au pire, nous fournissons donc des estimations alternatives en supposant que 3,2% des personnes imposables quittent le pays après l'instauration d'un impôt sur la grande fortune. Nous partons de l'hypothèse que les probabilités de départ sont réparties de manière égale dans les différentes tranches de la fortune imposable. La dernière colonne du tableau 4 montre que, même en admettant que l'impôt sur la grande fortune amène quelques ultra-riches à s'expatrier, les recettes totales pour les caisses publiques des pays de l'UE s'élèvent encore à plus de 208 milliards d'euros.

Pour limiter les réactions migratoires au sein de l'UE, une démarche simple consisterait à mettre en œuvre un impôt sur la grande fortune dans tous les États membres en même temps. Un impôt appliqué au niveau même de l'UE découragerait encore plus facilement les réactions migratoires au sein de l'Europe des Vingt-Sept et limiterait les possibilités pour les individus de dissimuler leur fortune dans d'autres États membres.

2.6 Réfuter les idées reçues sur l'impôt sur la grande fortune

Beaucoup d'idées fausses circulent dans les discussions autour de l'impôt sur la grande fortune, brouillant les pistes sur son impact potentiel. Pour éclairer le débat sur cet impôt, il est essentiel de faire la part des choses entre réalité et fiction. C'est pourquoi nous abordons et réfutons ci-dessous certains préjugés courants concernant l'impôt sur la fortune, en mettant en lumière les tenants et les aboutissants de cette mesure (cf. Tax Justice UK 2023).

IDÉES REÇUES N° 1:

LES PERSONNES LES PLUS RICHES SONT DÉJÀ CELLES SUR QUI PÈSE LA PLUS LOURDE CHARGE FISCALE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UE.

En ce qui concerne les revenus du travail, la plupart des régimes fiscaux des pays européens suivent une approche progressive ; les personnes ayant davantage de revenus sont soumises à des taux d'imposition plus élevés et supportent une charge fiscale proportionnellement plus importante. Toutefois, le même principe ne

⁸ Voir par exemple les mesures politiques recommandées dans l'introduction.

⁹ Des cas ont notamment été recensés après l'instauration de l'impôt sur la fortune en Norvège.

¹⁰ Il est à noter que, si la réforme est intervenue après le vote en faveur du Brexit, les ressortissants des pays de l'UE étaient encore pleinement mobiles en 2017, le Brexit n'ayant été mené à terme qu'en 2020.

s'applique pas aux revenus du capital, qui sont imposés à un taux forfaitaire ou ne sont tout simplement pas imposés (Tax Foundation 2022). Qui plus est, les taux d'imposition sur les revenus du capital sont généralement inférieurs aux taux d'imposition sur les revenus du travail pour des tranches de revenus similaires. Étant donné que les revenus des ultra-riches proviennent en grande partie du capital, ce système favorise les individus les plus aisés par rapport au contribuable moyen, qui tire généralement la plupart de ses revenus d'un emploi.

Par conséquent, les personnes très riches paient souvent une proportion plus faible de leur revenu total en impôts, par rapport aux ménages à faible revenu. Au Royaume-Uni (le pays dispose d'un régime fiscal similaire à celui de la plupart des pays de l'UE), Advani et Summers (2020) constatent que la tranche des 0,1% des revenus les plus élevés est soumise à un taux d'imposition réel de 21%, tandis que la tranche des 10% des revenus les plus faibles est soumise à un taux d'imposition réel de 44%¹¹. Pour les États-Unis, Saez et Zucman (2019) soulignent que, dans l'ensemble, les personnes les plus riches consacrent actuellement une part plus faible de leurs revenus aux impôts que le reste de la population.

Les taxes foncières ne sont pas non plus systématiquement progressives dans les États membres de l'UE et certains pays se privent de la possibilité d'exiger une contribution plus importante de la part des individus en bonne santé financière (Zvinys 2020).

IDÉE REÇUE N° 2:

LES ÉTATS MEMBRES DE L'UE APPLIQUENT DÉJÀ DES IMPÔTS SUR LA FORTUNE PROGRESSIFS.

Un petit nombre de pays de l'UE, à savoir la Belgique, la France, l'Italie et l'Espagne (même avant sa nouvelle taxe), ont mis en œuvre certaines formes d'impôts sur la fortune. Toutefois, les impôts sur la fortune déjà existants ont une portée relativement modeste. Ils ne ciblent que des catégories d'actifs spécifiques dans le cas de la France et de l'Italie, ou sont appliqués à un échelon infranational (en Espagne précédemment), ce qui réduit leur efficacité globale. Selon nos estimations, l'instauration d'un impôt sur la grande fortune à l'instar de la taxe actuellement imposée en Espagne pourrait générer des recettes importantes, en plus des impôts déjà en place.

Il convient de souligner ici qu'un impôt sur la grande fortune, tel qu'il est proposé dans ce rapport, diffère foncièrement des impôts généraux sur la fortune appliqués dans de nombreux États membres. Alors qu'un impôt général sur la fortune taxe le patrimoine (ou la « richesse ») du citoyen moyen, un impôt sur la grande fortune comme celui suggéré ici ne s'appliquerait, par définition, qu'aux individus richissimes, et uniquement à la partie de leur patrimoine qui dépasse largement ce que 99,5% de la population considère comme étant un patrimoine conventionnel.

IDÉE REÇUE N° 3:

L'IMPÔT SUR LA FORTUNE NUIT À L'ÉCONOMIE ET AUX ENTREPRISES ET ENTRAÎNE EN FIN DE COMPTE DES PERTES D'EMPLOIS.

Contrairement à certains postulats selon lesquels l'impôt sur la fortune pourrait nuire à l'économie et aux entreprises, des recherches universitaires récentes indiquent que ce type d'impôt contribue en fait à une économie plus dynamique et favorise la croissance. Il est à noter qu'au lieu d'être destinée à des investissements productifs, la richesse détenue par les 1% les plus riches a été associée à la désépargne publique et des ménages pauvres (Mian, Straub, and Sufi 2020), alors qu'un impôt sur la fortune stimulerait plutôt ce type d'investissements productifs (Güvenen et al. 2019). En réorientant les capitaux vers l'économie « réelle » et en encourageant les investissements qui génèrent des bénéfices tangibles, une imposition équitable de la richesse peut créer un environnement économique plus sain. Cela profite aux travailleurs, stimule la demande de biens et de services et fait vivre les entreprises et les économies locales, favorisant à terme la création d'emplois.

IDÉE REÇUE N° 4:

DANS LES PAYS EUROPÉENS, LES IMPÔTS SONT PLUS ÉLEVÉS QUE JAMAIS.

Bien que l'impôt sur la fortune n'existe aujourd'hui que dans une poignée de pays de l'UE, il était monnaie courante il y a quelques décennies. Dans la seconde moitié du XXe siècle, la plupart des pays européens appliquaient des impôts sur la fortune (Kapeller, Leitch, and Wildauer 2021). Ceux-ci ont été supprimés à mesure que les systèmes de sécurité sociale faisaient l'objet de coupes budgétaires. Si l'impôt sur la fortune progressif mis en place dans l'Allemagne de l'après-guerre a été largement considéré comme une réussite majeure (Saez, Zucman et Landais 2020), bon nombre des autres impôts sur la fortune instaurés au fil du XXe siècle n'ont pas donné leur pleine mesure en raison d'une mise en œuvre inadéquate, notamment d'exonérations généralisées et de procédés d'évitement fiscal (Saez et Zucman 2022). Pour surmonter ces écueils, l'impôt sur la grande fortune proposé dans ce rapport se concentre uniquement sur la richesse nette au-delà d'un seuil substantiel, éliminant ainsi la nécessité de prévoir des exonérations pour les personnes appartenant aux tranches de richesse inférieures. L'expérience montre également que la mise en œuvre d'un impôt sur la grande fortune doit s'accompagner de mesures visant à prévenir, ou du moins à minimiser, les pratiques fiscales frauduleuses des plus riches, comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

¹¹ Les auteurs de cette étude n'ont pas connaissance de chiffres similaires pour les pays de l'UE.

IDÉE REÇUE N° 5:

LES INÉGALITÉS EN EUROPE N'ATTEIGNENT PAS UN NIVEAU PRÉOCCUPANT.

Dans l'Union européenne, il arrive que l'on cherche à justifier la présence d'inégalités en les comparant aux disparités encore plus marquées observées aux États-Unis. Or, si les inégalités se sont encore accrues aux États-Unis ces dernières années, elles ont récemment atteint des sommets dans presque tous les États membres de l'UE. S'agissant des inégalités en matière de richesse, la tendance est encore plus prononcée (Blanchet et Martínez-Toledano 2023).

Non seulement les inégalités profondes minent la cohésion sociale et fragmentent les sociétés, mais elles sapent également la confiance dans les systèmes démocratiques, ouvrant la voie aux régimes autoritaires et xénophobes, comme le soulignent les Nations Unies (UNDESA 2020). Les sociétés inégalitaires tendent à pâtir d'un fardeau plus lourd sur le plan social et sanitaire, qui se traduit par la détérioration de la santé physique et mentale de la population, la diminution de l'espérance de vie, des taux d'homicide élevés, des résultats scolaires médiocres en calcul et en alphabétisation chez les enfants, une prévalence accrue de la toxicomanie et un taux d'incarcération élevé (Pickett et Wilkinson 2015 ; 2010 ; Bird et al. 2019 ; Elgar et al. 2012 ; Kubiszewski et al. 2023 ; Pybus et al. 2022 ; Wilkinson et Pickett 2017).

La lutte contre l'augmentation alarmante des inégalités est de la plus haute importance pour les États membres de l'UE. À ce titre, l'instauration d'un impôt sur la grande fortune peut jouer un rôle essentiel dans le rétablissement de la solidarité et de la cohésion au sein de la société.

IDÉE REÇUE N° 6:

SI L'ON AUGMENTE L'IMPÔT SUR LA FORTUNE, LES RICHES IRONT TOUT SIMPLEMENT S'INSTALLER AILLEURS.

Selon les recherches, la majorité des riches sont très attachés à leur pays et ont un réel désir de contribuer à sa prospérité en tant que citoyens. Des facteurs tels que les liens familiaux et sociaux, l'accès à l'éducation et la stabilité économique globale pèsent plus lourd que les niveaux d'imposition dans leur choix de s'expatrier ou non (Young et al. 2016). Notre proposition fiscale garantit que le montant à payer par les individus par rapport à leur patrimoine net reste minime. Par exemple, en Espagne, une personne disposant d'un patrimoine net de 5 millions d'euros ne paierait que 34 000 euros d'impôts, ce qui représente seulement 0,068% de sa fortune. Cette somme est négligeable par rapport aux revenus probables de son patrimoine après impôt sur les plus-values, qui s'élèveraient à plus de 500 000 euros dans le cas des 10% les plus riches (Fagereng et al. 2020). Les motifs justifiant un départ sont donc infimes, surtout si l'on tient compte des coûts substantiels d'un déménagement à l'étranger.

Le bilan des réformes ciblant les ultra-riches, telles que les modifications du statut des non domiciliés au Royaume-Uni, montre que le nombre de personnes ayant quitté le pays à cause d'une hausse des impôts s'est avéré négligeable. Young et al. (2016) et Advani et al. (2022) estiment que les probabilités d'exode sont extrêmement faibles après la mise en œuvre, dans divers contextes, d'un impôt sur les plus fortunés. Cette dernière étude exclut explicitement la possibilité que plus de 3,2% des personnes concernées décident de partir pour cette raison.

Il a récemment été suggéré que les riches fuient la Norvège à cause d'augmentations minimales de l'impôt sur la fortune. Ces allusions sont démesurées et trompeuses. Sur les 236 000 millionnaires et milliardaires que compte la Norvège, seules 30 personnes ont déménagé dans un autre pays, un chiffre qui, bien que légèrement supérieur à celui des années précédentes, équivaut à seulement 0,01% des richissimes ressortissants norvégiens. Les recettes perdues du fait de ces départs ne représentent qu'un faible pourcentage des recettes globales générées par la hausse de l'impôt.

Le risque d'expatriation des ultra-riches après la mise en œuvre d'un impôt sur la grande fortune est certes présent, mais il semble assez faible et ne devrait donc pas constituer une préoccupation majeure dans le cadre de la mise en œuvre d'un tel impôt. Toutefois, ce risque peut devenir plus problématique si l'impôt sur la grande fortune est prélevé à un échelon délocalisé, par exemple au niveau des administrations territoriales, comme c'était le cas avec la précédente taxe de solidarité espagnole. Il est donc essentiel que l'impôt sur la grande fortune soit prélevé au niveau national, à tout le moins.

Le fait que certaines personnes ultra-riches choisissent de dissimuler leurs actifs dans des paradis fiscaux est une source d'inquiétude légitime dans la mesure où cela risque d'entraver la mise en œuvre efficace d'un impôt sur la grande fortune. Un tel comportement est déjà problématique à l'heure actuelle pour les sociétés européennes, car il prive les caisses publiques des recettes de l'impôt sur les plus-values. Dans le chapitre suivant, nous tentons d'estimer l'incidence des pratiques fiscales frauduleuses liées aux fortunes cachées dans des juridictions opaques.



CERTAINS INDIVIDUS PARMIS LES PLUS RICHES CACHENT LEURS ACTIFS DANS DES JURIDICTIONS OPAQUES, CE QUI ENTRAVERA LA MISE EN ŒUVRE EFFICACE D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE.

3 LE COÛT DE LA FRAUDE FISCALE DUE AUX FORTUNES CACHÉES À L'ÉTRANGER

Depuis un certain temps, l'opinion publique est de plus en plus sensible à la question de la fraude fiscale, et notamment au fait que de nombreuses personnes extrêmement riches profitent des failles juridiques pour cacher leur fortune dans des juridictions très opaques. Ce phénomène a particulièrement attiré l'attention en raison de ses effets néfastes sur les budgets publics. Comme nous l'expliquons ci-après, d'après les estimations les plus récentes, les pertes de recettes fiscales pour les États membres de l'UE dues aux pratiques fiscales frauduleuses d'individus fortunés se chiffrent à plusieurs dizaines de milliards d'euros par an. Ce manque à gagner en matière de recettes fiscales est lourd de conséquences, étant donné que les services publics essentiels sont privés de moyens qui leur font cruellement défaut.

Le secret bancaire demeure une caractéristique essentielle de la finance offshore. Les juridictions opaques ou paradis fiscaux, c'est-à-dire les pays qui offrent aux non-résidents la possibilité de dissimuler leur identité et leur fortune, les mettant hors de portée des lois, attirent un volume croissant d'actifs financiers détenus par des personnes fortunées. **Le secret bancaire ne permet pas seulement aux particuliers de se soustraire à leurs obligations fiscales et de blanchir de l'argent. Grâce à lui, les cartels de la drogue sont solvables, la traite des êtres humains est rentable et le financement du terrorisme est possible.**

Par ailleurs, à cause du secret bancaire, la capacité des États à lutter contre les inégalités par l'imposition progressive des revenus les plus élevés et des patrimoines les plus importants est affaiblie, et le contrat social, fragilisé. La perception (au demeurant juste) que la fiscalité et la réglementation ne s'appliquent pas de la même manière à tous peut avoir un effet corrosif sur la confiance et le respect des règles dans l'ensemble de la société. D'autre part, l'aptitude des élites fortunées à contourner leurs obligations fiscales va souvent de pair avec une gouvernance et une responsabilité politique plus précaires. Il est donc essentiel de dresser la liste des juridictions qui abritent des fortunes offshore, de déterminer l'ampleur de ces richesses et de calculer les pertes potentielles de recettes fiscales correspondantes, afin de définir les mesures prioritaires à prendre aux niveaux national et international.

Pour estimer l'ampleur de ce phénomène, nous procédons en quatre étapes¹². Premièrement, nous appliquons une méthode simple pour identifier les dépôts « anormaux » dans les centres financiers les plus hermétiques et constatons au passage qu'ils représentent 39,3% de tous les dépôts bancaires mondiaux. Deuxièmement, nous suivons la méthode d'Alstadsæter, Johannesen et Zucman (2018) pour retracer la provenance de ces dépôts anormaux jusqu'à leur pays d'origine. Troisièmement, nous combinons le montant des avoirs ainsi répartis par pays avec les dernières estimations disponibles du patrimoine financier mondial total caché à l'étranger pour en déduire la valeur provenant de chaque pays pris individuellement (tout en reconnaissant que cette estimation couvre un éventail quelque peu limité du patrimoine financier, et que le patrimoine non financier peut avoir une valeur de 3 à 4 fois supérieure (Henry 2012). Enfin, nous calculons les pertes de recettes fiscales résultant des revenus générés par cette richesse, en nous appuyant sur les formules décrites par Henry (2012) et (Zucman 2013).

Cette méthode s'appuie sur des renseignements relatifs à la propriété des dépôts bancaires en fonction du pays d'origine du titulaire du compte bancaire. Or, ce titulaire peut également être une société. Dans ce cas, nous ne sommes généralement pas en mesure de remonter jusqu'à la personne physique qui détient la propriété effective de la société. Par conséquent, les chiffres présentés ci-après sont susceptibles d'être surestimés pour les pays qui affichent une forte proportion de dépôts de ce type détenus par des citoyens d'autres pays. À l'inverse, les chiffres peuvent être sous-estimés pour d'autres pays. Dans le tableau 5, nous indiquons par un astérisque les pays dans lesquels la perte de recettes fiscales due à la dissimulation de fortunes à l'étranger est susceptible d'être surestimée.

Le tableau 5 offre une synthèse des résultats et montre que la perte totale de recettes fiscales résultant des pratiques fiscales frauduleuses des citoyens des États membres de l'UE liées à leur fortune extraterritoriale s'élève à 59,5 milliards d'euros par an. Si l'on y ajoute les recettes fiscales qui pourraient être obtenues par la mise en œuvre d'un impôt sur la grande fortune, les recettes fiscales potentielles totales s'élèvent à quelque 272,8 milliards d'euros par an.

¹² La méthodologie utilisée pour estimer l'ampleur des pertes de recettes fiscales dues à la dissimulation de fortunes à l'étranger est décrite en détail dans la série de rapports « State of Tax Justice » (Tax Justice Network, Global Alliance for Tax Justice et Public Services International 2020).

Tableau 5. Estimations des pertes de recettes fiscales dues aux fortunes cachées à l'étranger et recettes fiscales potentielles d'un impôt sur la grande fortune

PAYS	PERTE DE RECETTES FISCALES DUE AUX FORTUNES CACHÉES À L'ÉTRANGER EN MILLIONS D'EUROS	RECETTES FISCALES POTENTIELLES PROVENANT D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE EN MILLIONS D'EUROS (VOIR SECTION 2)	RECETTES FISCALES POTENTIELLES TOTALES EN MILLIONS D'EUROS	RECETTES FISCALES POTENTIELLES TOTALES EN % DU PIB
Allemagne	9 629,8	65 128,0	74 757,9	1,93
Autriche	576,5	6 121,7	6 698,2	1,50
Belgique	2 447,9	1 465,1	3 913,0	0,71
Bulgarie	14,2	1 036,4	1 050,6	1,24
Chypre*	868,0	221,0	1 089,0	4,03
Croatie	16,1	525,9	542,0	0,81
Danemark	1 013,2	4 281,6	5 294,8	1,41
Espagne	1 494,0	19 690,6	21 184,6	1,60
Estonie	13,1	349,7	362,8	1,00
Finlande	536,9	1 026,9	1 563,7	0,59
France	5 163,4	46 125,9	51 289,3	1,94
Grèce	856,7	1 460,0	2 316,7	1,11
Hongrie	54,2	3 925,6	3 979,8	2,34
Irlande*	12 673,3	2 062,2	14 735,5	2,93
Italie	3 225,3	27 199,6	30 424,8	1,59
Lettonie	25,0	478,0	503,0	1,29
Lituanie	8,2	419,9	428,1	0,64
Luxembourg*	9 718,9	496,7	10 215,6	13,08
Malte*	301,1	42,8	343,9	2,04
Pays-Bas*	8 645,8	5 733,6	14 379,4	1,53
Pologne	142,5	7 382,8	7 525,2	1,15
Portugal	473,4	3 699,1	4 172,4	1,74
République tchèque	65,0	3 720,8	3 785,8	1,37
Roumanie	10,9	3 361,6	3 372,5	1,18
Slovaquie	51,5	466,2	517,7	0,47
Slovénie	106,4	564,5	670,9	1,14
Suède	1 389,6	6 287,0	7 676,7	1,38
TOTAL	59,520.6	213,273.2	272,793.8	1.73

*Remarque : pour les pays signalés par un astérisque, le montant des pertes de recettes fiscales dues aux fortunes cachées à l'étranger est probablement surestimé, car une grande partie des actifs déclarés comme appartenant à des citoyens de ces pays sont vraisemblablement détenus en bout de chaîne par des ressortissants d'autres pays.

3.1 Manque de transparence quant à l'efficacité de la norme commune de déclaration de l'OCDE

L'échange automatique transfrontalier de données financières pour des raisons fiscales a considérablement amélioré la transparence en ce qui concerne le patrimoine et les revenus des contribuables, en particulier des personnes fortunées. La norme commune de déclaration (NCD) de l'OCDE a joué un rôle clé à cet égard, en facilitant l'échange d'informations bancaires entre les pays riches.

Malgré ces progrès, il est toujours possible de dissimuler des richesses dans des paradis fiscaux, même si cela demande plus d'efforts, par exemple en occultant les actifs sur plusieurs strates dans plusieurs juridictions. Il reste difficile d'évaluer l'efficacité de la NCD. Le Tax Justice Network demande des statistiques sur l'échange de renseignements bancaires depuis son premier rapport sur le sujet, publié en 2014. Malgré la proclamation de la fin du secret bancaire, nos recherches ont démontré que c'est encore loin d'être le cas (Knobel et Meinzer 2014 ; Knobel 2019).

Pour éclairer le débat, les États devraient publier des statistiques globales sur les informations bancaires. Si les données relatives aux titulaires de comptes particuliers doivent rester confidentielles, la divulgation d'informations groupées, par exemple la fortune totale détenue par les Allemands dans un pays donné, ne constituerait pas un problème en soi. Certaines banques centrales, comme celle des États-Unis et celle de la Suisse, publient déjà des statistiques globales de ce genre.

Les statistiques sur l'échange automatique de renseignements bancaires sont essentielles pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elles permettent à diverses parties prenantes, notamment les citoyens, les gouvernements des pays en développement, les universitaires, les journalistes et les organisations de la société civile, d'accéder à des informations cruciales sur l'ensemble des actifs que les résidents de leur pays détiennent dans les grands centres financiers. Ces statistiques permettent ainsi de mesurer la fuite de capitaux et les inégalités, et d'identifier les principales plaques tournantes financières choisies par les plus opulents pour y déposer leur argent et leurs placements. Deuxièmement, elles contribuent à mettre les banques et autres acteurs du secret bancaire offshore devant leurs responsabilités, tout en garantissant l'efficacité du système d'échange automatique de renseignements. Troisièmement, l'accès à ces informations permet aux parties prenantes de demander des comptes aux autorités publiques pour qu'elles soumettent leurs citoyens les plus riches aux principes de la primauté du droit (Knobel 2019).

4. CONCLUSION

À l'aune des défis qui attendent les sociétés des pays européens dans les décennies à venir, des budgets publics solides sont plus que jamais nécessaires. Ce rapport met en exergue deux sources de financement supplémentaires que les États membres de l'UE n'ont pas encore mises à profit. En premier lieu, il estime que ces États pourraient prélever 213,3 milliards d'euros au total en instaurant un impôt sur la grande fortune modéré et progressif, à l'instar de celui établi en Espagne. Deuxièmement, le rapport constate que les pays de l'UE ne perdent pas moins de 59,5 milliards d'euros en raison des pratiques fiscales frauduleuses de personnes fortunées qui dissimulent leurs actifs financiers dans des juridictions opaques.

Les deux projets politiques que sont la mise en œuvre d'un impôt sur la grande fortune, d'une part, et la lutte contre la fraude fiscale due aux fortunes cachées à l'étranger, d'autre part, se heurtent à un obstacle commun, à savoir l'absence de transparence totale concernant la propriété de toutes les entreprises et de tous les actifs.



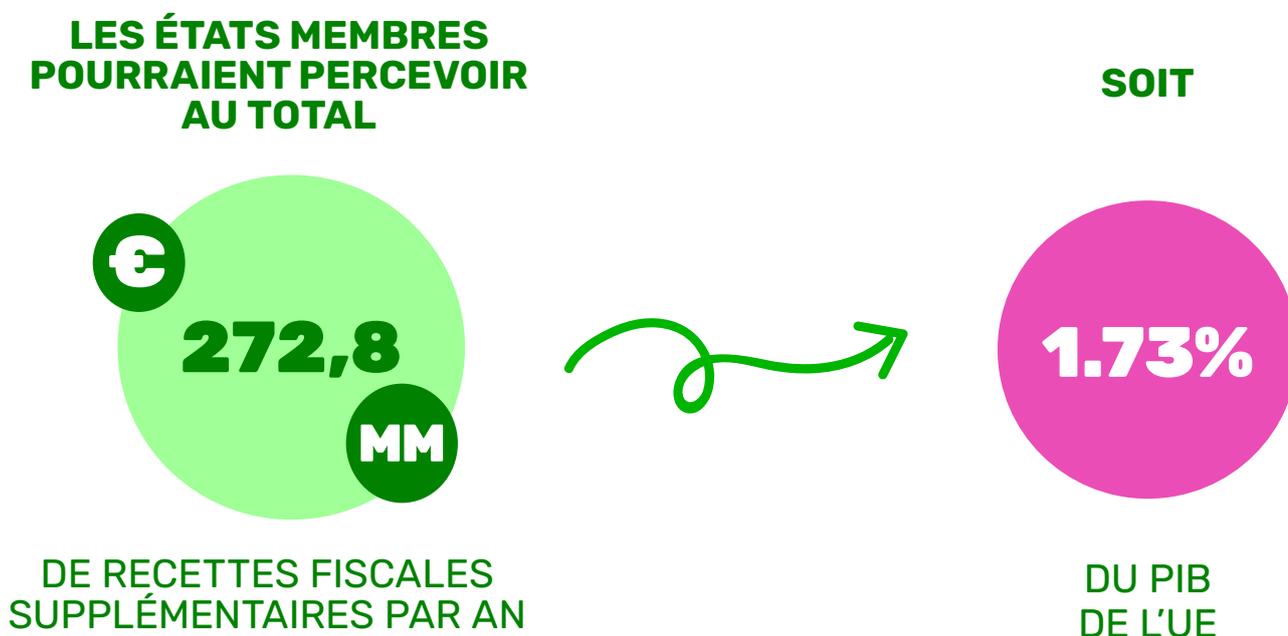
qui permettrait non seulement de lutter contre la fraude fiscale et de mettre en œuvre efficacement l'impôt sur la grande fortune, mais aussi de prévenir les flux financiers illicites tels que ceux liés au

- **BLANCHIMENT D'ARGENT**
- **FINANCEMENT DU TERRORISME**
- **CORRUPTION**
- **TRAFIC DE STUPÉFIANTS**

Pour faire des progrès significatifs en ce sens, l'UE doit s'attaquer aux failles juridiques et aux lois sur le secret bancaire dans les juridictions du monde entier qui permettent aux citoyens européens de dissimuler leurs activités et leurs fortunes.

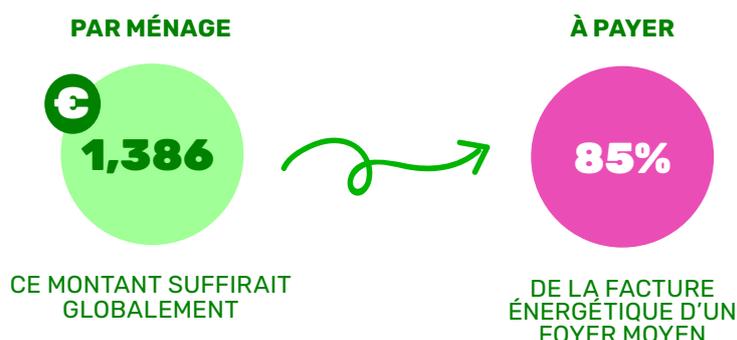
5. RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DES PRATIQUES FISCALES FRAUDULEUSES DES ULTRA-RICHES DANS L'UNION EUROPÉENNE

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour les États membres de l'Union européenne, de pouvoir lever un total de 213,3 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,35% du PIB cumulé de tous les États membres. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, les États membres de l'UE pourraient recouvrer 59,5 milliards d'euros de recettes fiscales. Le recouvrement de deniers publics ne manquera pas d'être très apprécié par la grande majorité des citoyens de l'UE. D'après l'enquête European Value Study qui mesure les valeurs des Européens, 92% d'entre eux désapprouvent l'idée selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.



LES ÉTATS MEMBRES POURRAIENT AFFECTER CETTE SOMME IMPORTANTE À DIVERS CHANTIERS AVEC DES RETOMBÉES À L'ÉCHELLE DE L'UNION

- Ainsi, ces **272,8 milliards d'euros** couvriraient **93% des mesures destinées à rendre l'énergie abordable**, fraîchement prises par tous les gouvernements de l'UE, ou financeraient plus de treize fois le coût de toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone
- Grâce à ces fonds supplémentaires, les États membres de l'UE pourraient **rémunérer 7 728 512 enseignants du primaire** ou accroître leur budget en matière d'éducation de **39%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **23% des dépenses de santé** de tous les pays de la région et à **engager 7 378 091 infirmières et infirmiers hospitaliers de plus**.
- Par ailleurs, **81% du budget de transports** des États membres de l'UE pourrait être financé par les recettes dégagées au titre de cet impôt. Ces pays pourraient ainsi assumer près de **deux fois** le coût de toutes les mesures récentes pour des transports efficaces et bas carbone ou près de **six fois** leurs investissements dans le réseau ferroviaire.
- Ces **272,8 milliards d'euros** représentent **111%** du budget affecté aux allocations chômage. Si l'argent recouvré dans les États membres devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait non seulement à **financer tous les investissements en cours**, mais les **multiplierait par plus de huit**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque de



- Pour donner un autre ordre de grandeur, il représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **265 cappuccinos par an**, soit plus d'un 1 cappuccino par journée de travail.

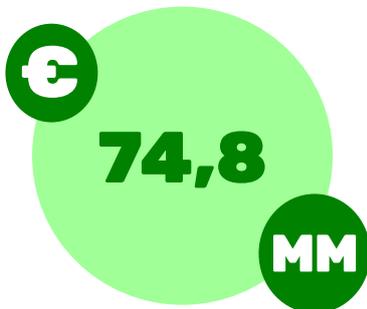
ALLEMAGNE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la fortune modéré et progressif supposerait, pour l'Allemagne, de pouvoir lever un total de 65,1 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,68% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, l'Allemagne pourrait recouvrer 9,6 milliards d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens allemands devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 97% d'entre eux désapprouvent l'idée selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

ALLEMAGNE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL

SOIT



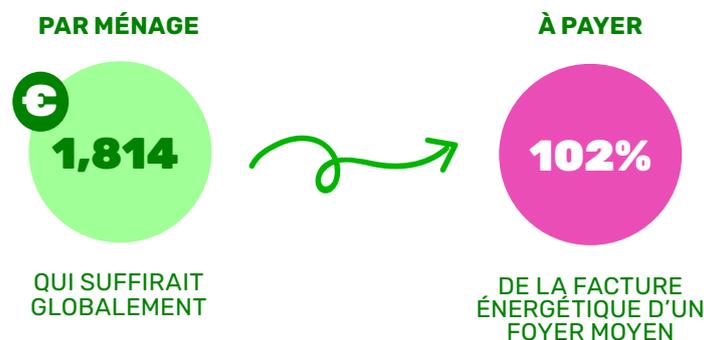
DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

DE SON PIB



L'ALLEMAGNE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **74,8 milliards d'euros** couvriraient **115%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient **7,3 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, l'Allemagne pourrait payer les salaires de **1143 740** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **45%**. Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **24%** des dépenses de santé de l'Allemagne et à y engager **1599 167** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **101%** du budget de l'Allemagne consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **2,2 fois** ou assumer près de **7 fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **74,8 milliards d'euros** représentent **105%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **plus de 10 fois** les programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré en Allemagne devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer tous les investissements en cours et les **multiplierait par 19**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **331 cappuccinos par an**, soit près de 1 cappuccino par jour.

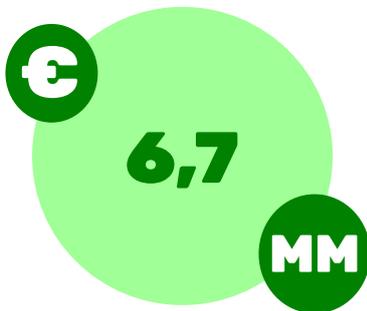
AUTRICHE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour l'Autriche, de pouvoir lever un total de 6,1 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,37% du PIB autrichien. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, l'Autriche pourrait recouvrer 576 millions d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens autrichiens devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 95% d'entre eux désapprouvent l'idée selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

L'AUTRICHE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL

SOIT



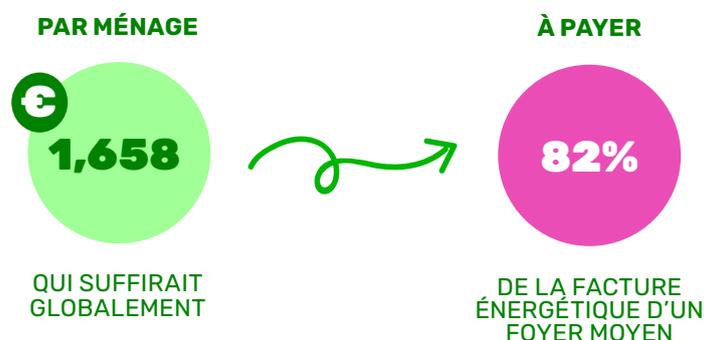
DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

DE SON PIB



L'AUTRICHE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **6,7 milliards d'euros** couvriraient **68%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient de près de **20 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, l'Autriche pourrait payer les salaires de **150 028** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **33%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à financer **16%** des dépenses de santé du pays
- Ou encore **53%** du budget de l'Autriche consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone plus de **trois fois** et couvrir près de **trois fois** également ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **6,7 milliards d'euros** représentent **94%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre plus de **trois fois** le nombre de programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré en Autriche devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer tous les investissements en cours et les **multiplierait par 10,2**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque de



- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **262 cappuccinos par an**, soit plus d'un 1 cappuccino par journée de travail.

BELGIQUE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la Belgique, de pouvoir lever un total de 1,5 milliard d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 0,27% du PIB belge. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la Belgique pourrait recouvrer 2,4 milliards d'euros de recettes fiscales.

BELGIQUE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

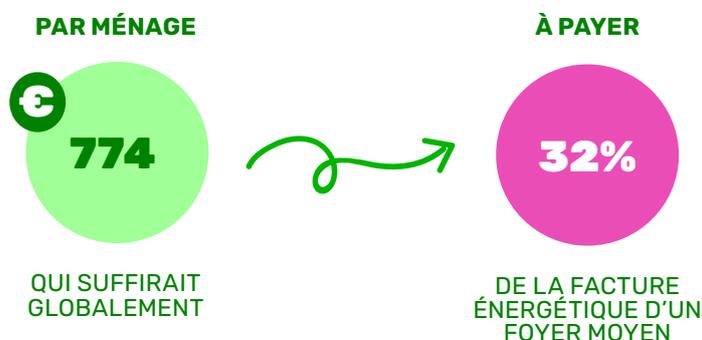


DE SON PIB



LA BELGIQUE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **3,9 milliards d'euros** couvriraient **93%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient de **46 fois** toutes les initiatives en faveur de l'électricité bas carbone en place.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Belgique pourrait augmenter son budget en matière d'éducation de **12%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **9%** des dépenses de santé du pays et à y engager **55 893** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- De plus, **28%** du budget de transports de la Belgique pourrait être financé par ces nouvelles recettes. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **2,6 fois** ou assumer **plus de trois fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **3,9 milliards d'euros** représentent **38%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre plus de **trois fois** le nombre de programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré en Belgique devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer tous les investissements en cours et les **multiplierait par 7,4**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque de



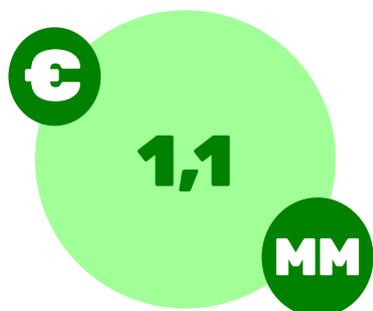
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **130 cappuccinos par an**.

BULGARIE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la Bulgarie, de pouvoir lever un total de 1 milliard d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,23% du PIB bulgare. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la Bulgarie pourrait recouvrer 14 millions d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens bulgares devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 95% d'entre eux désapprouvent l'idée selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

BULGARIE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

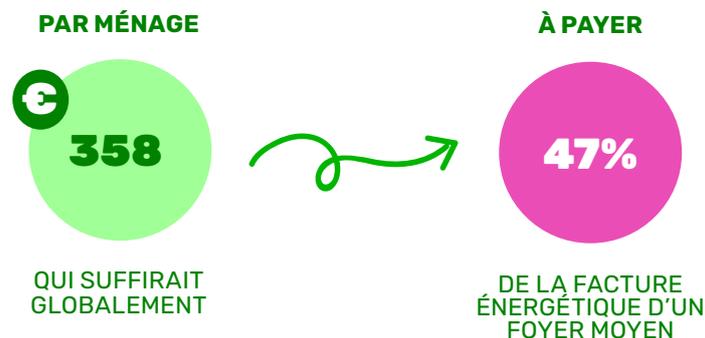


DE SON PIB



LA BULGARIE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ces **1,1 milliard d'euros** couvriraient **82%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Bulgarie pourrait augmenter son budget en matière d'éducation de **34%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à financer **25%** des dépenses de santé du pays.
- De plus, **64%** du budget de transports de la Bulgarie pourrait être financé par ces nouvelles recettes. Le pays pourrait ainsi augmenter de **plus de six fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **1,1 milliard d'euros** supplémentaires équivalent à **plus de trois fois** le budget de la Bulgarie affecté aux allocations chômage. Si l'argent recouvré en Bulgarie devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous les investissements** en cours et les **multiplierait par quatre**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque de



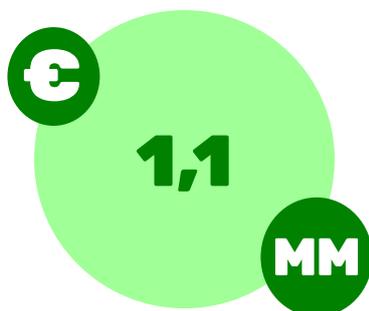
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **107 cappuccinos par an**.

CHYPRE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour Chypre, de pouvoir lever un total de 221 millions d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 0,82% du PIB chypriote. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, Chypre pourrait recouvrer 868 millions d'euros de recettes fiscales.

CHYPRE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

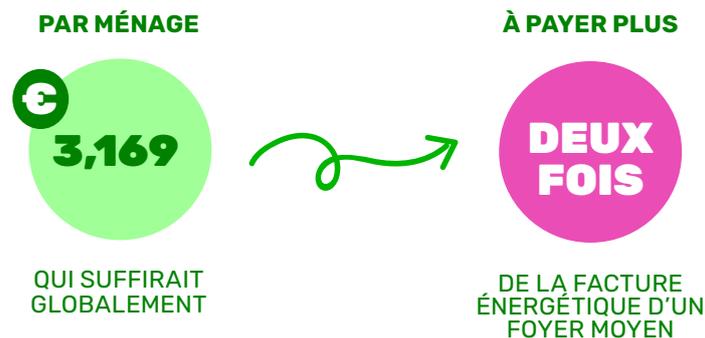


DE SON PIB



CHYPRE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **1,1 milliard d'euros** couvriraient **4,3 fois les mesures** destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient **54 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, Chypre pourrait augmenter son budget en matière d'éducation de **183%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à financer **70%** des dépenses de santé du pays. Ou encore **5,7 fois** le budget de Chypre consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **12 fois**.
- Ces **1,1 milliard d'euros** représentent **11,6 fois** le budget affecté aux allocations chômage. Si l'argent recouvré à Chypre devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer tous les investissements en cours et les **multiplierait par 17,6**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque de



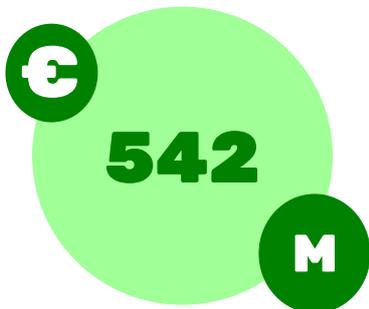
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **444 cappuccinos par an**, soit près de 2 cappuccinos par journée de travail.

CROATIE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la Croatie, de pouvoir lever un total de 526 millions d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 0,79% du PIB croate. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la Croatie pourrait recouvrer 16 millions d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens croates devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 92% d'entre eux désapprouvent l'affirmation selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

CROATIE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

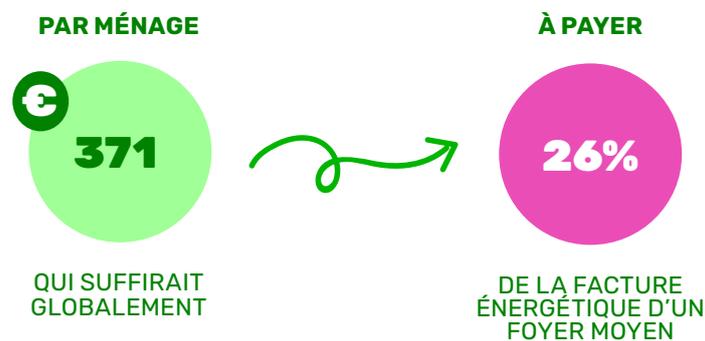


DE SON PIB



LA CROATIE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **542 millions d'euros** couvriraient **91%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Croatie pourrait augmenter son budget en matière d'éducation de **18%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à financer **11%** des dépenses de santé du pays.
- Ou encore **28%** du budget de la Croatie consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **1,6 fois** ou assumer près de **quatre fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **542 millions d'euros** correspondent à **2,5 fois** le budget affecté aux allocations chômage. Si l'argent recouvré en Croatie devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer tous les investissements en cours et les **multiplierait par 4,8**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **91 cappuccinos par an**.

DANEMARK

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour le Danemark, de pouvoir lever un total de 4,3 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,14% du PIB danois. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, le Danemark pourrait recouvrer 1 milliard d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens danois devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 98% d'entre eux désapprouvent l'idée selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

DANEMARK POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

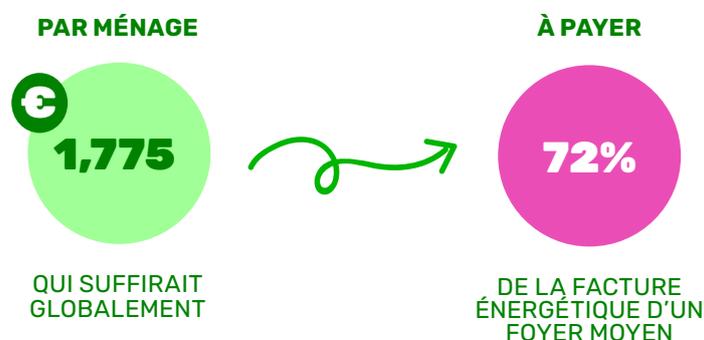


DE SON PIB



LE DANEMARK POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, **5,3 milliards d'euros** couvriraient **15 fois** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient de **60 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, le Danemark pourrait payer les salaires de **107 596** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **26%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **17%** des dépenses de santé du Danemark et à y engager **82 556** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **94%** du budget du Danemark consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **12,5 fois** ou assumer **trois fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **5,3 milliards d'euros** représentent **84%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **4,5 fois** les programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré au Danemark devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer tous les investissements en cours et les **multiplierait par 16,5**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **210 cappuccinos par an**.

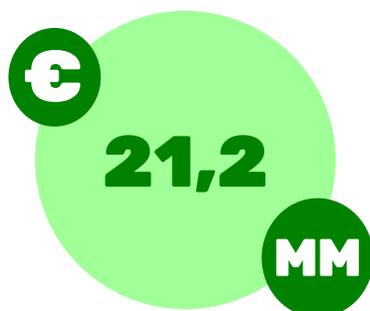
ESPAGNE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour l'Espagne, de pouvoir lever un total de 19,7 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,48% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes riches qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, l'Espagne pourrait recouvrer 1,5 milliard d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens espagnols devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 82% d'entre eux désapprouvent l'affirmation selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

ESPAGNE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL

SOIT



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

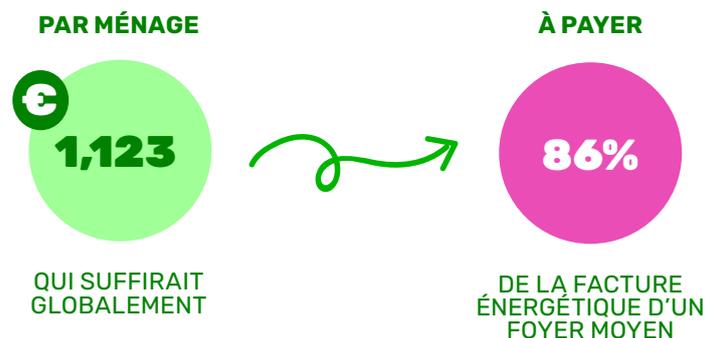
DE SON PIB



Il convient de souligner que les recettes provenant d'un impôt sur la grande fortune estimées ici diffèrent des estimations du gouvernement espagnol en raison de la version de l'impôt effectivement mise en place. Trois facteurs l'expliquent : premièrement, l'impôt que nous suggérons ne prévoit aucune exonération, si ce n'est que toutes les fortunes nettes en deçà de 3 millions d'euros ne sont pas touchées. Puis, les deux séries d'estimations diffèrent également dans leurs hypothèses s'agissant (i) du nombre de personnes concernées par l'impôt et (ii) de la fortune des contribuables concernés. Se reporter à la section 2.2 et à l'Annexe C pour en savoir plus.

ESPAGNE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Grâce à ces fonds supplémentaires, l'Espagne pourrait payer les salaires de **531 909** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **38%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **24%** des dépenses de santé de l'Espagne et à y engager **549 732** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **86%** du budget de l'Espagne consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **1,9 fois** ou assumer **8,4 fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **21,2 milliards d'euros** représentent **66 fois** le budget affecté aux allocations chômage. Si l'argent recouvré en Espagne devait **être entièrement investi** dans la création de logements, il servirait à financer tous les investissements en cours et les **multiplierait par près de 10**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



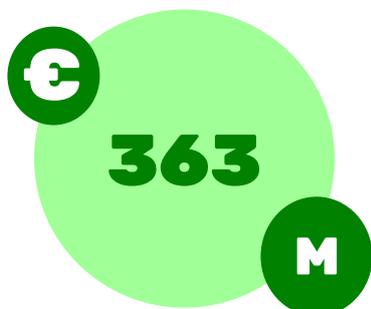
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **300 cappuccinos par an**.

ESTONIE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour l'Estonie, de pouvoir lever un total de 350 millions d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 0,97% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, l'Estonie pourrait recouvrer 13 millions d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens estoniens devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 93% d'entre eux désapprouvent l'idée selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

ESTONIE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

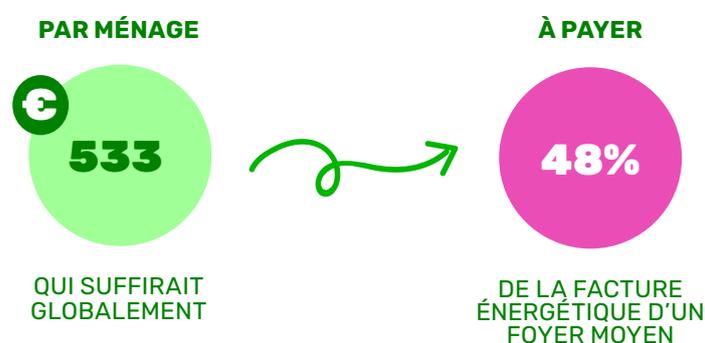


DE SON PIB



ESTONIE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **363 millions d'euros** couvriraient **61%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient de **27 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, l'Estonie pourrait augmenter son budget en matière d'éducation de **20%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **18%** des dépenses de santé de l'Estonie et à y engager **14 719** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **39%** du budget de l'Estonie consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer **39%** des mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone ou assumer **six fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **363 millions d'euros** représentent **122%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **sept fois** les programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré en Estonie devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer tous les investissements en cours et les **multiplierait par 10,6**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **108 cappuccinos par an**.

FINLANDE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la Finlande, de pouvoir lever un total de 1 milliard d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 0,39% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la Finlande pourrait recouvrer 537 millions d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens finlandais devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 97% d'entre eux désapprouvent l'idée selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

FINLANDE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

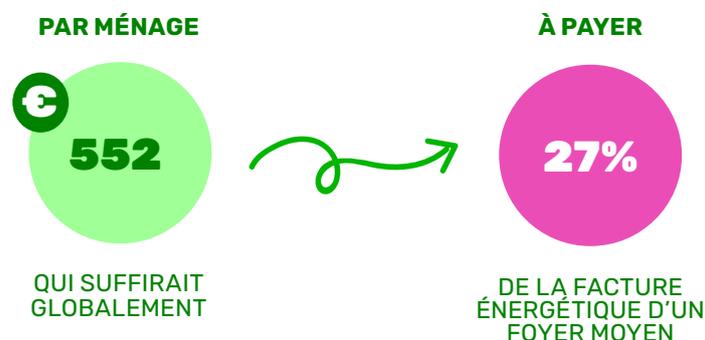


DE SON PIB



LA FINLANDE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **1,6 milliard d'euros** couvriraient **14%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient **4,6 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Finlande pourrait payer les salaires de **44 660** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **11%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **8%** des dépenses de santé de la Finlande et à y engager **40 197** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **25%** du budget de la Finlande consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone plus de **6 fois** ou assumer **2,6 fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **1 564 millions d'euros** représentent **31%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **16 fois** les programmes de formation actuellement en place.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



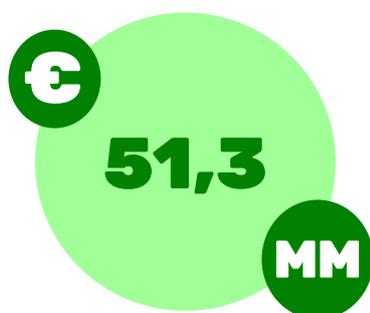
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **86 cappuccinos par an.**

FRANCE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

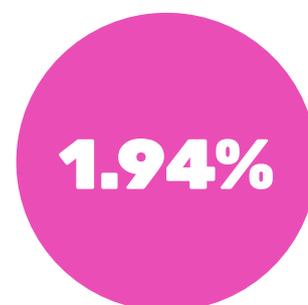
Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la France, de pouvoir lever un total de 46,1 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,75% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la France pourrait recouvrer 5,2 milliards d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens français devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 94% d'entre eux désapprouvent l'idée selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

FRANCE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

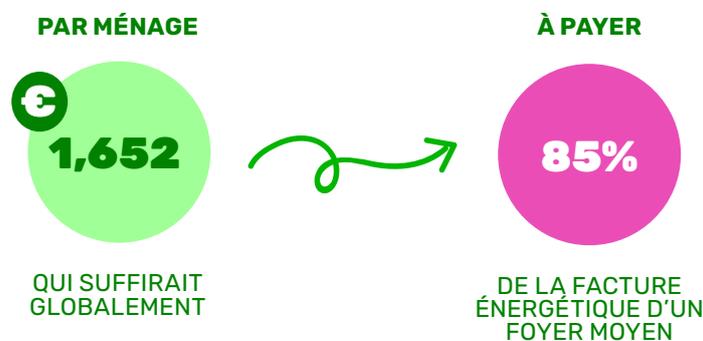


DE SON PIB



LA FRANCE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **51,3 milliards d'euros** couvriraient **76%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou multiplieraient toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone par **23**.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, la France pourrait payer les salaires de **1 670 073** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **39%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **22%** des dépenses de santé de la France et à y engager **1 525 410** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **97%** du budget de la France consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer ses mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **3,7 fois** ou assumer **plus de quatre fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **51,3 milliards d'euros** représentent **88%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **646,93%** des programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré en France devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer tous les investissements en cours et les **multiplierait par 4,8**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **319 cappuccinos par an**, soit près d'un cappuccino par jour.

GRÈCE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Grèce pourrait percevoir au total 1.500 millions de euros pour le erario público mediante la implementación de un impuesto sobre el patrimonio moderado y progresivo. Esto corresponde al 0,7% del PIB. Además, al poner fin al abuso fiscal por parte de las personas adineradas que ocultan sus fortunas en jurisdicciones herméticas, Grecia podría recuperar 857 millones de euros en recaudación fiscal.

GRÈCE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

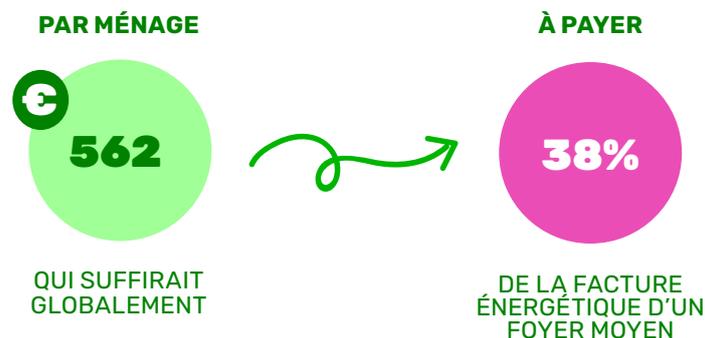


DE SON PIB



LA GRÈCE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **2,3 milliards d'euros** couvriraient **29%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient **13,7 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Grèce pourrait payer les salaires de **115 553** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **31%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **19%** des dépenses de santé de la Grèce et à y engager **107 311** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **58%** du budget de la Grèce consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **4,6 fois**.
- Ces **2,3 milliards d'euros** représentent près de **deux fois** le budget affecté aux allocations chômage.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



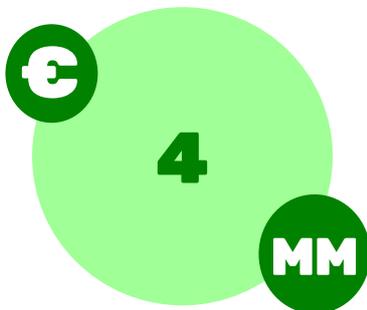
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **81 cappuccinos par an**.

HONGRIE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la fortune modéré et progressif supposerait, pour la Hongrie, de pouvoir lever un total de 3,9 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 2,31% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la Hongrie pourrait recouvrer 54 millions d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens hongrois devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 97% d'entre eux désapprouvent l'affirmation selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

HONGRIE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

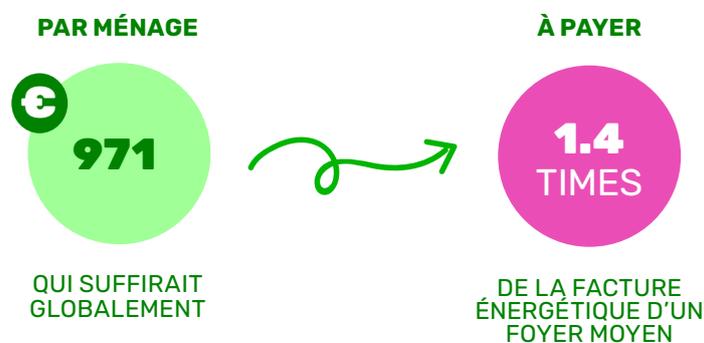


DE SON PIB



LA HONGRIE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **4 milliards d'euros** couvriraient **86%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Hongrie pourrait payer les salaires de **249 813** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **52%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **46%** des dépenses de santé de la Hongrie et à y engager **258 223** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **53%** du budget de la Hongrie consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **4,7 fois** ou assumer **six fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **4 milliards d'euros** représentent **982%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **117 fois** les programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré en Hongrie devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer tous les investissements en cours et les **multiplierait par 15**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



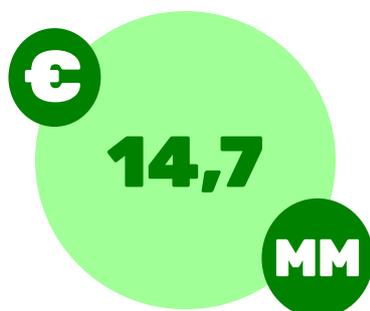
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **265 cappuccinos par an**, soit 1 cappuccino par journée de travail.

IRLANDE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la fortune modéré et progressif supposerait, pour l'Irlande, de pouvoir lever un total de 2,1 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 0,41% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, l'Irlande pourrait recouvrer 12,7 milliards d'euros de recettes fiscales.

IRLANDE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

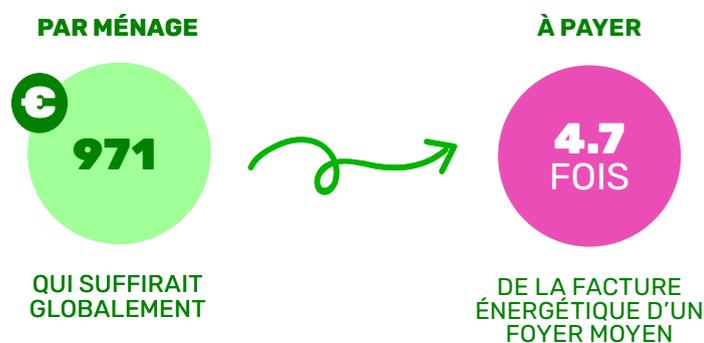


DE SON PIB



L'IRLANDE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **14,7 milliards d'euros** couvriraient plus de **9 fois** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient de près de **30 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, l'Irlande pourrait payer les salaires de **350 910** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **116%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **66%** des dépenses de santé de l'Irlande et à y engager **261 205** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **354%** du budget de l'Irlande consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer **82%** de ses mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone ou assumer **146 fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **14,7 milliards d'euros** représentent **209%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **29 fois** les programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré en Irlande devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous les investissements en cours** et **les multiplierait par 25**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



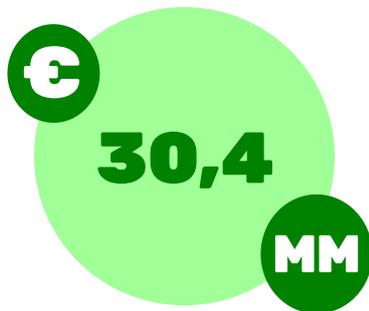
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **1054 cappuccinos par an**, soit **4 cappuccinos** par journée de travail.

ITALIE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la fortune modéré et progressif supposerait, pour l'Italie, de pouvoir lever un total de 27,2 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,42% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, l'Italie pourrait recouvrer 3,2 milliards d'euros de recettes fiscales.

ITALIE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

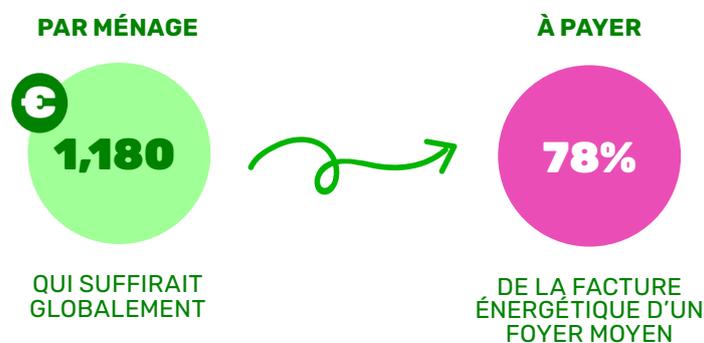


DE SON PIB



L'ITALIE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **30,4 milliards d'euros** couvriraient **56%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient **4,4 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, l'Italie pourrait payer les salaires de **992 538** enseignants du primaire ou accroître leur budget en matière d'éducation de **42%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **22%** des dépenses de santé de l'Italie et à y engager **1 041 355** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **78%** du budget de l'Italie consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer **75% de** ses mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone ou assumer **311 fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **30,4 milliards d'euros** représentent **110%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre plus de **13 fois** les programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré en Italie devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous les investissements en cours** et les **multiplierait par 11,6**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



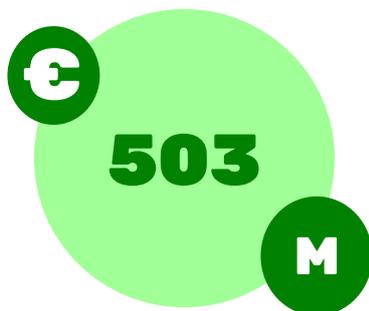
- Pour donner un autre ordre de grandeur, cela représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **388 cappuccinos par an**, soit plus d'un 1 cappuccino par jour.

LETTONIE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la Lettonie, de pouvoir lever un total de 478 millions d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,22% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la Lettonie pourrait recouvrer 25 millions d'euros de recettes fiscales.

LETTONIE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

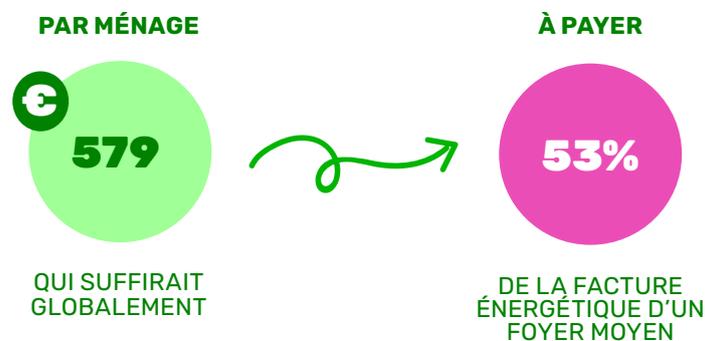


DE SON PIB



LETONIE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **503 millions d'euros** couvriraient **149%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Lettonie pourrait payer les salaires de **27 653** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **27%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **24%** des dépenses de santé de la Lettonie et à y engager **37 182** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **42%** du budget de la Lettonie consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone de près de **20 fois** ou assumer **six fois ses** investissements dans le ferroviaire.
- Ces **503 millions d'euros** représentent **158%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **26 fois** les programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré en Lettonie devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer tous les investissements en cours et les **multiplierait par 5,3**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



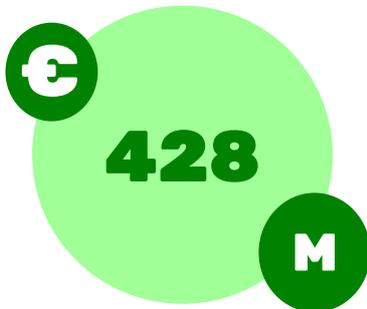
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **127 cappuccinos par an**.

LITUANIE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

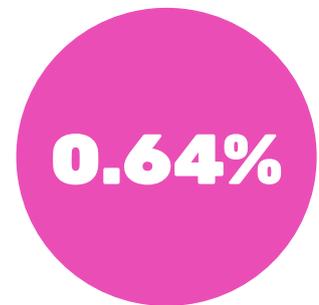
Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la Lituanie, de pouvoir lever un total de 420 millions d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 0,63% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la Lituanie pourrait recouvrer 8 millions d'euros de recettes fiscales.

LITUANIE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

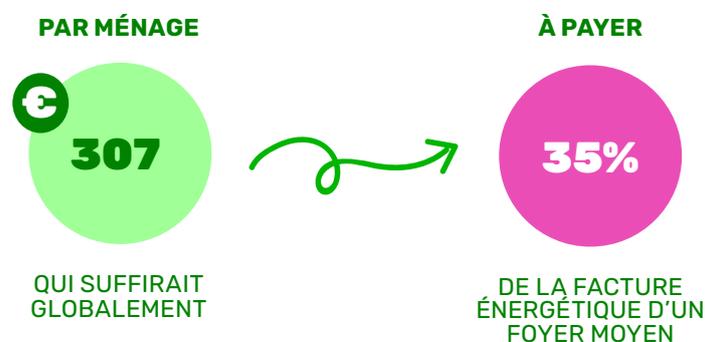


DE SON PIB



LA LITUANIE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **428 millions d'euros** couvriraient **51%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient **1,7 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Lituanie pourrait payer les salaires de **15 296** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **16%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **13%** des dépenses de santé de la Lituanie et à y engager **36 098** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **47%** du budget de la Lituanie consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer **toutes les mesures** récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone ou assumer près de **quatre fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **428 millions d'euros** représentent **85%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **21 fois** les programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré en Lituanie devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous** les investissements en cours et les **multiplierait par 4,3**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



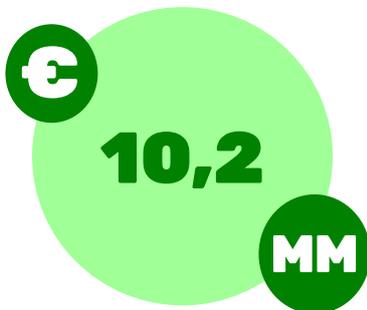
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **65 cappuccinos par an**.

LUXEMBOURG

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Luxemburgo pourrait percevoir au total 497 millions de euros pour le erario público implementando un impuesto a la riqueza moderado y progresivo. Esto corresponde al 0,64% del PIB. Además, al poner fin al abuso fiscal por parte de las personas adineradas que ocultan sus fortunas en jurisdicciones herméticas, Luxemburgo podría recuperar 9,7 millones de euros en recaudación fiscal.

LUXEMBOURG POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

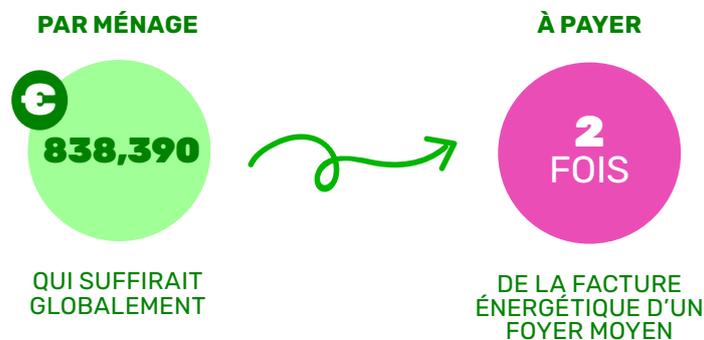


DE SON PIB



LE LUXEMBOURG POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **10,2 milliards d'euros** couvriraient **13,4 fois** les mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient **120 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, le Luxembourg pourrait payer les salaires de **136 819** enseignants du primaire ou **tripler** son budget en matière d'éducation.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **2,6 fois** les dépenses de santé du Luxembourg et à y engager **94 734** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **431%** du budget consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer ses mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **257 fois**.
- Ces **10,2 milliards d'euros** représentent **1073%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **77 fois** les programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré au Luxembourg devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous** les investissements en cours et les **multiplierait par 46**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



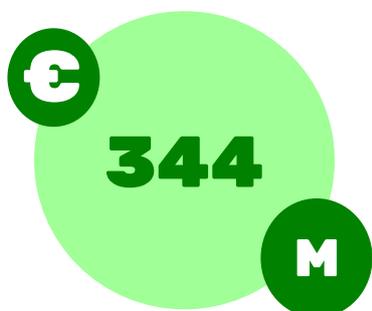
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **5 307 cappuccinos par an**, soit plus de 21 cappuccinos par journée de travail.

MALTE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la Malte, de pouvoir lever un total de 43 millions d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 0,25% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, Malte pourrait recouvrer 301 millions d'euros de recettes fiscales.

**MALTE POURRAIT
PERCEVOIR AU TOTAL**



DE RECETTES FISCALES
SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

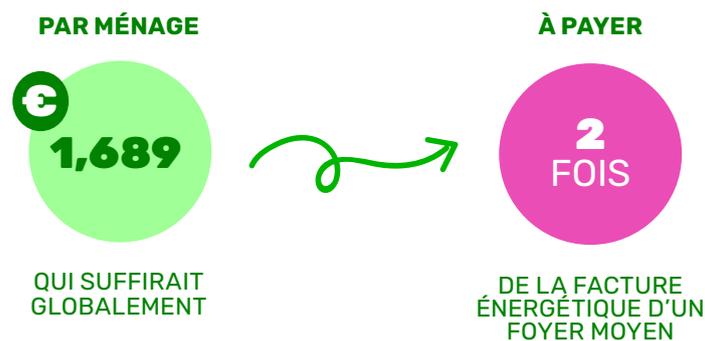


DE SON
PIB



MALTE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **344 millions d'euros** couvriraient **72%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, Malte pourrait augmenter son budget en matière d'éducation de **42%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à financer **34%** des dépenses de santé du pays. Ou encore la **totalité** du budget de Malte consacré aux transports.
- Ces **344 millions d'euros** représentent **18 fois** le budget affecté aux allocations chômage. Si l'argent recouvré à Malte devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous** les investissements en cours et les **multiplierait par 24**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



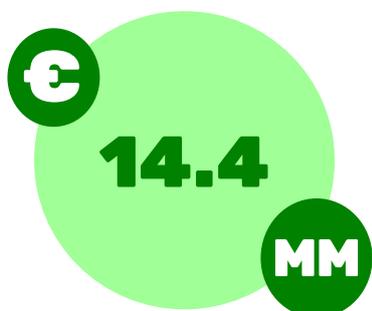
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **326 cappuccinos par an**, soit près d'un cappuccino par jour.

PAYS-BAS

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour les Pays-Bas, de pouvoir lever un total de 5,7 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 0,61% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, les Pays-Bas pourraient recouvrer 8,6 milliards d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens néerlandais devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 93% d'entre eux désapprouvent l'affirmation selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

PAYS-BAS POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

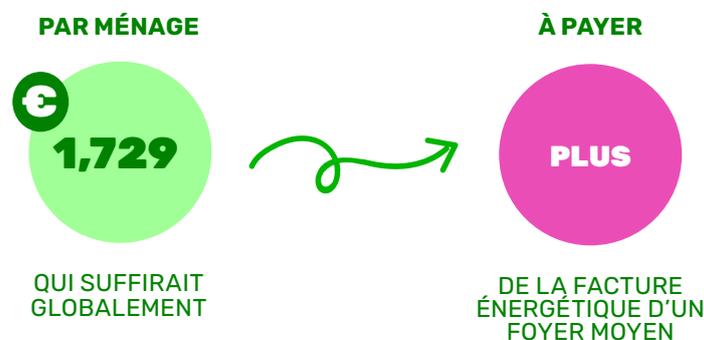


DE SON PIB



LES PAYS-BAS POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **14,4 milliards d'euros** couvriraient **2,4 fois** les mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient **6,8 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, les Pays-Bas pourraient rémunérer **292 049** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **33%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **19%** des dépenses de santé des Pays-Bas et à y engager **248 006** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **72%** du budget des Pays-Bas consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **5,7 fois** ou assumer **13 fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **14,4 milliards d'euros** représentent **219%** du budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **25 fois** les programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré aux Pays-Bas devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous** les investissements en cours et les **multiplierait par 7,8**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **317 cappuccinos par an**, soit un cappuccino par journée de travail.

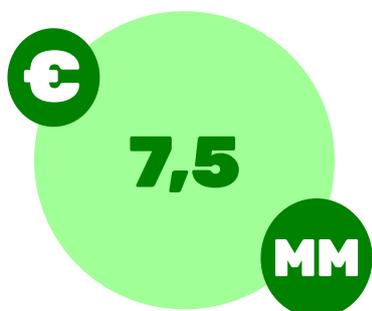
POLOGNE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la Pologne, de pouvoir lever un total de 7,4 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,12% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la Pologne pourrait recouvrer 142 millions d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens polonais devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 97% d'entre eux désapprouvent l'affirmation selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

POLOGNE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL

SOIT



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

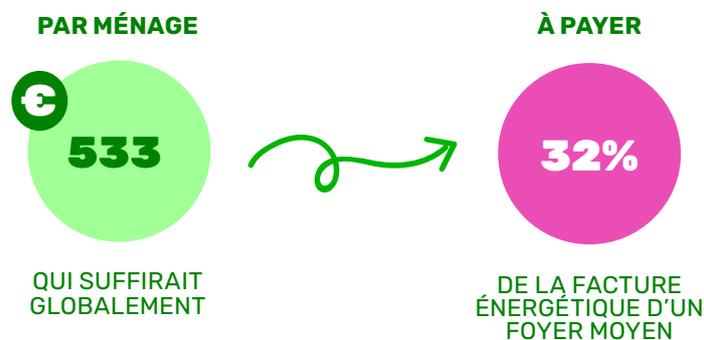


DE SON PIB



LA POLOGNE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi **7,5 milliards d'euros** couvriraient **90%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient de **11 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Pologne pourrait payer les salaires de **344 640** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **27%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **23%** des dépenses de santé de la Pologne et à y engager **406 150** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **35,99%** du budget de la Pologne consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer **98,91%** de ses mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone ou assumer **11 fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **7,5 milliards d'euros** représentent **cinq fois** le budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre d'importantes mesures de formation. Si l'argent recouvré en Pologne devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous** les investissements en cours et les **multiplierait par 5,7**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



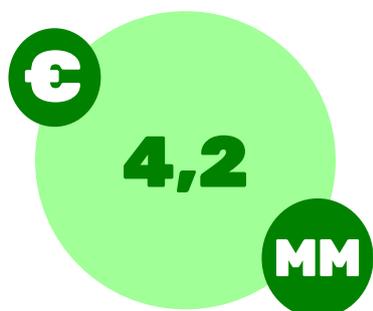
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **85 cappuccinos par an**.

PORTUGAL

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour le Portugal, de pouvoir lever un total de 3,7 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,55% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes riches qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, le Portugal pourrait recouvrer 473 millions d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens portugais devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 95% d'entre eux désapprouvent l'affirmation selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

PORTUGAL POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

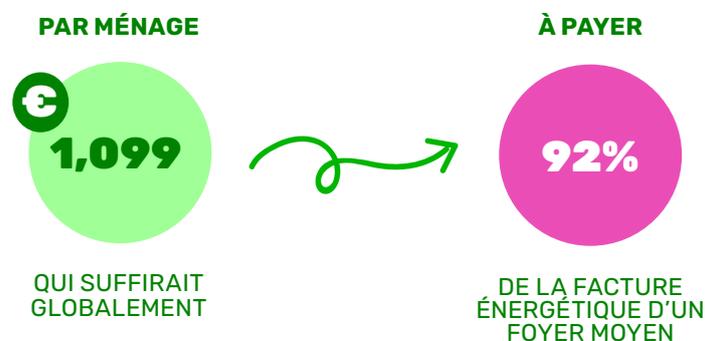


DE SON PIB



LE PORTUGAL POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi **4,2 milliards d'euros** couvriraient **62%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient de près de **16 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, le Portugal pourrait payer les salaires de **125 258** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **42%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **26%** des dépenses de santé du Portugal et à y engager **214 019** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **83%** du budget de la Portugal consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer **quatre fois** les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone ou assumer **13 fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **4,2 milliards d'euros** représentent **2,4 fois** le budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **10 fois** les programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré en Portugal devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous** les investissements en cours et les **multiplierait par 10,2**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **323 cappuccinos par an**, soit plus d'un cappuccino par jour.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

La République Checa pourrait percevoir au total 3.700 millones de euros para el erario público mediante la implementación de un impuesto a la riqueza moderado y progresivo. Esto corresponde al 1,35% del PIB. Además, al poner fin al abuso fiscal por parte de las personas adineradas que ocultan sus fortunas en jurisdicciones herméticas, la República Checa podría recuperar 65 millones de euros en recaudación fiscal. La gran mayoría de los ciudadanos de la República Checa seguramente valoraría la recuperación de estos fondos públicos. Según el European Value Study, el 94% de los ciudadanos está disconforme con la afirmación de que el fraude fiscal está justificado si se presenta la ocasión.

**RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL**

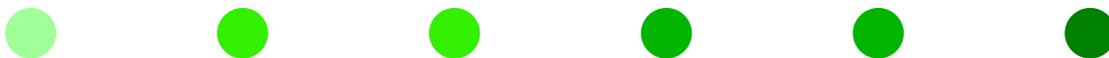


DE RECETTES FISCALES
SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

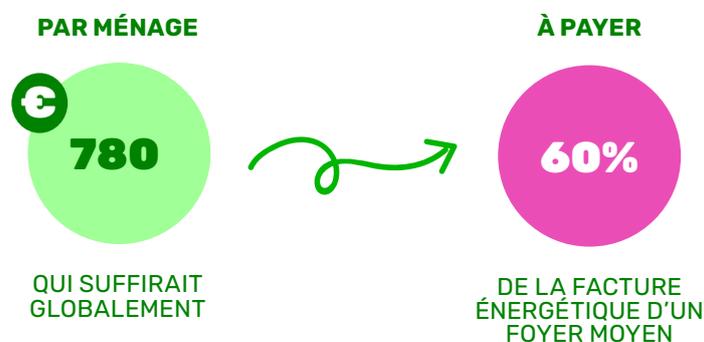


DE SON
PIB



LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi **3,8 milliards d'euros** couvriraient **30%** des mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement, ou financeraient de près de **15 fois** toutes les initiatives récentes en faveur de l'électricité bas carbone.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, la République tchèque pourrait payer les salaires de **165 663** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **31%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **16%** des dépenses de santé de la République tchèque et à y engager **166 780** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **41%** du budget de la République tchèque consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **2,6 fois** ou assumer **2,6 fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **3,8 milliards d'euros** représentent **neuf fois** le budget affecté aux allocations chômage. Si l'argent recouvré en République tchèque devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous** les investissements en cours et les **multiplierait par 7,7**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **167 cappuccinos par an**.

ROUMANIE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la Roumanie, de pouvoir lever un total de 3,4 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,18% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la Roumanie pourrait recouvrer 11 millions d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens roumains devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 84% d'entre eux désapprouvent l'affirmation selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

ROUMANIE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

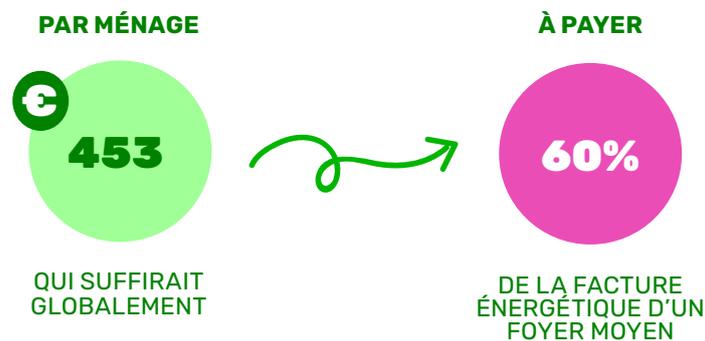


DE SON PIB



LA ROUMANIE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Ainsi, ces **3,4 milliards d'euros** couvriraient **3,6 fois** les mesures destinées à rendre l'énergie abordable, fraîchement prises par le gouvernement.
- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Roumanie pourrait augmenter son budget en matière d'éducation de **43%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à financer **26%** des dépenses de santé du pays.
- Ou encore **49%** du budget de la Roumanie consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi assumer **18 fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **3,4 milliards d'euros** représentent près de **20 fois** le budget affecté aux allocations chômage. Si l'argent recouvré en Roumanie devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous** les investissements en cours et les multiplierait par 4,5.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



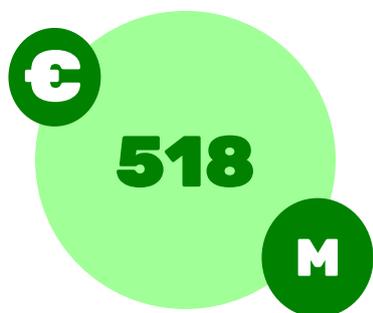
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **106 cappuccinos par an**.

SLOVAQUIE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la Slovaquie, de pouvoir lever un total de 466 millions d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 0,43% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la Slovaquie pourrait recouvrer 51 millions d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens slovaques devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 88% d'entre eux désapprouvent l'affirmation selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

SLOVAQUIE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

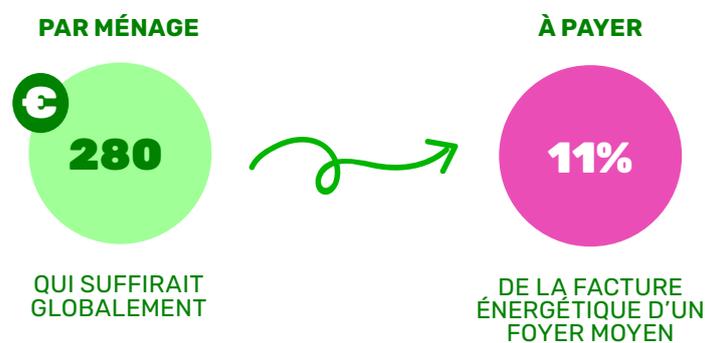


DE SON PIB



LA SLOVAQUIE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Slovaquie pourrait payer les salaires de **33 913** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **12%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **7%** des dépenses de santé de la Slovaquie et à y engager **30 420** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **14%** du budget de la Slovaquie consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer **77%** des mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone ou assumer **2,4 fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces 518 millions d'euros représentent **153%** le budget affecté aux allocations chômage et serviraient au pays à mettre en œuvre **47 fois** les programmes de formation actuellement en place. Si l'argent recouvré en Slovaquie devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous** les investissements en cours et les **multiplierait par 5,1**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **55 cappuccinos par an**.

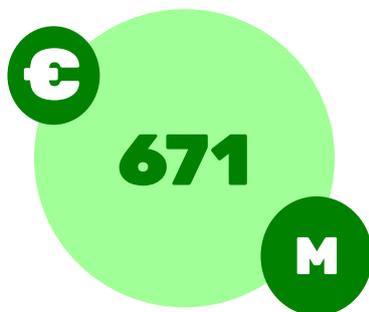
SLOVÉNIE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la Slovénie, de pouvoir lever un total de 565 millions d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 0,96% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes riches qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la Slovénie pourrait recouvrer 106 millions d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens slovènes devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 96% d'entre eux désapprouvent l'affirmation selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

SLOVÉNIE POURRAIT PERCEVOIR AU TOTAL

SOIT



DE RECETTES FISCALES SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

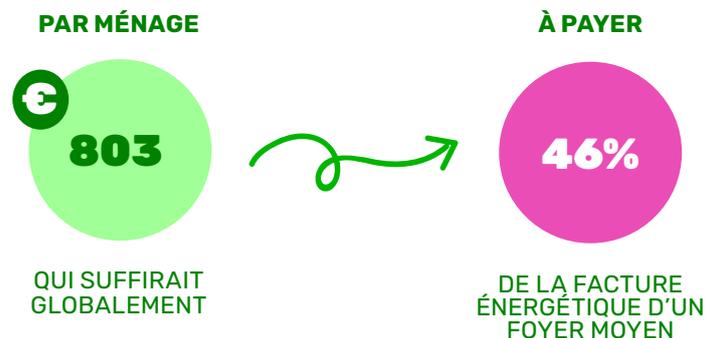


DE SON PIB



LA SLOVÉNIE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Slovénie pourrait payer les salaires de **22 115** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **23%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à couvrir **16%** des dépenses de santé de la Slovénie et à y engager **21 439** infirmières et infirmiers hospitaliers de plus.
- Ou encore **42%** du budget de la Slovénie consacré aux transports. Le pays pourrait ainsi financer les mesures récemment prises en faveur de transports efficaces et bas carbone **2,6 fois** ou assumer **1,8 fois** ses investissements dans le ferroviaire.
- Ces **671 millions d'euros** représentent **2,9 fois** le budget affecté aux allocations chômage. Si l'argent recouvré en Slovénie devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous** les investissements en cours et les **multiplierait par cinq**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



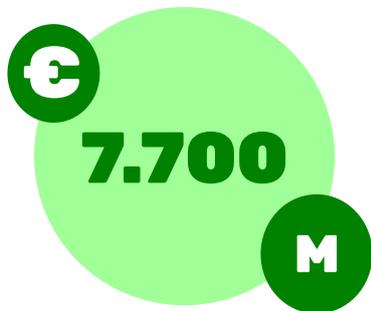
- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **215 cappuccinos par an**, soit un cappuccino par journée de travail.

SUÈDE

RECETTES POTENTIELLES TIRÉES D'UN IMPÔT SUR LA GRANDE FORTUNE ET DE LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE DES ULTRA-RICHES

Mettre en place un impôt sur la grande fortune modéré et progressif supposerait, pour la Suède, de pouvoir lever un total de 6,3 milliards d'euros à porter aux budgets publics. Cela correspond à 1,13% du PIB. En outre, en mettant fin à la fraude des personnes richissimes qui cachent leur fortune dans des paradis fiscaux, la Suède pourrait recouvrer 1,39 milliard d'euros de recettes fiscales. La grande majorité des citoyens suédois devrait apprécier ce recouvrement de deniers publics : d'après l'enquête European Value Study, 98% d'entre eux désapprouvent l'affirmation selon laquelle frauder l'impôt est justifié si l'occasion se présente.

**SUÈDE POURRAIT
PERCEVOIR AU TOTAL**



DE RECETTES FISCALES
SUPPLÉMENTAIRES PAR AN

SOIT

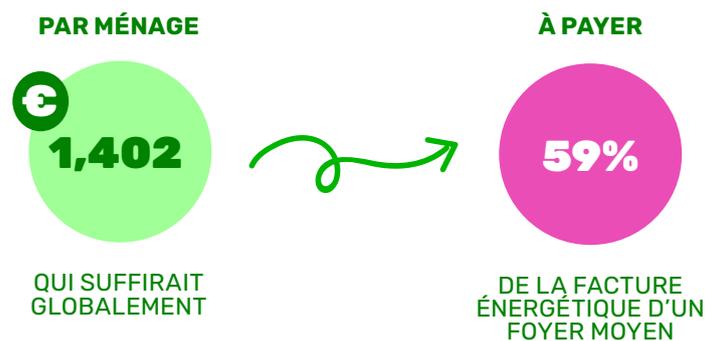


DE SON
PIB



LA SUÈDE POURRAIT METTRE CET ARGENT À PROFIT

- Grâce à ces fonds supplémentaires, la Suède pourrait payer les salaires de **197 512** enseignants du primaire ou accroître son budget en matière d'éducation de **21%**.
- Ces recettes en supplément suffiraient également à financer **19%** des dépenses de santé du pays.
- **Ou encore 52% du budget de la Suède consacré aux transports. Le pays pourrait assumer 3,3 fois ses investissements dans le ferroviaire.**
- Ces **7,7 milliards d'euros** représentent **113 fois** le budget affecté aux allocations chômage. Si l'argent recouvré en Suède devait être entièrement investi dans la création de logements, il servirait à financer **tous** les investissements en cours et les **multiplierait par sept**.
- Et bien sûr, cet argent pourrait tout simplement être redistribué à tous les contribuables, par exemple sous la forme d'un chèque



- Ou encore cette somme représenterait, pour chaque citoyen de plus de 14 ans, **255 cappuccinos par an**, soit un cappuccino par journée de travail.

RÉFÉRENCES

- Advani, Arun, David Burgherr, and Andy Summers. 2022.** 'Taxation and Migration by the Super-Rich'. 630/2022. CAGE Research Center Working Paper. https://warwick.ac.uk/fac/soc/economics/research/centres/cage/publications/workingpapers/2022/taxation_and_migration_by_the_super_rich/.
- Advani, Arun, and Andy Summers. 2020.** 'How Much Tax Do the Rich Really Pay'. New Evidence from Tax Microdata in the UK. CAGE Policy Briefing, no. 27.
- Alvaredo, Facundo, Anthony B. Atkinson, Thomas Blanchet, Lucas Chancel, Luis Bauluz, Matthew Fisher-Post, Ignacio Flores, Bertrand Garbinti, Jonathan Goupille-Lebret, and Clara Martínez-Toledano. 2020.** 'Distributional National Accounts Guidelines, Methods and Concepts Used in the World Inequality Database'. PSE (Paris School of economics).
- Barros, Beatriz, and Richard Wilk. 2021.** 'The Outsized Carbon Footprints of the Super-Rich'. Sustainability: Science, Practice and Policy 17 (1): 316–22. <https://doi.org/10.1080/15487733.2021.1949847>.
- Bird, Philippa Kate, Kate Pickett, Hilary Mavis Graham, Tomas Faresjo, Vincent Jaddoe, Johnny Ludvigsson, Hein Raat, Louise Seguin, Anne Wijtzes, and Jennifer McGrath. 2019.** 'Income Inequality and Social Gradients in Children's Height: A Comparison of Cohort Studies from Five High-Income Countries'. BMJ Paediatrics Open, November, 1–8. <https://doi.org/10.1136/bmjpo-2019-000568>.
- Blanchet, Thomas, and Clara Martínez-Toledano. 2023.** 'Wealth Inequality Dynamics in Europe and the United States: Understanding the Determinants'. Journal of Monetary Economics 133 (January): 25–43. <https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2022.11.010>.
- Chancel, Lucas. 2022.** 'Global Carbon Inequality over 1990–2019'. Nature Sustainability 5 (11): 931–38. <https://doi.org/10.1038/s41893-022-00955-z>.
- Eichengreen, Barry. 1990.** 'The Capital Levy in Theory and Practice'. In Public Debt Management: Theory and History, edited by Mario Draghi and Rudiger Dornbusch, 191–220. Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CB09780511628528.014>.
- Elgar, Frank J, Kate E Pickett, William Pickett, Wendy Craig, Michal Molcho, Klaus Hurrelmann, and Michela Lenzi. 2012.** 'School Bullying, Homicide and Income Inequality: A Cross-National Pooled Time Series Analysis'. International Journal of Public Health 58 (2): 237–45. <https://doi.org/10.1007/s00038-012-0380-y>.
- Fagereng, Andreas, Luigi Guiso, Davide Malacrino, and Luigi Pistaferri. 2020.** 'Heterogeneity and Persistence in Returns to Wealth'. Econometrica 88 (1): 115–70. <https://doi.org/10.3982/ECTA14835>.
- Forbes. 2023.** 'Real Time Billionaires'. Forbes. 2023. <https://www.forbes.com/real-time-billionaires/>.
- Güvenen, Fatih, Gueorgui Kambourov, Kuruscu Burhanettin, Sergio Ocampo-Díaz, and Daphne Chen. 2019.** 'Use It or Lose It: Efficiency Gains from Wealth Taxation'. In . <https://www.nber.org/papers/w26284>.
- Henry, James S. 2012.** 'The Price of Offshore Revisited: New Estimates for "Missing" Global Private Wealth, Income, Inequality, and Lost Taxes'. Tax Justice Network. http://www.taxjustice.net/cms/upload/pdf/Price_of_Offshore_Revisited_26072012.pdf.
- Hughes, Michael L. 2009.** Shouldering the Burdens of Defeat: West Germany and the Reconstruction of Social Justice. New Edition. Michael L. Hughes.
- Kapeller, Jakob, Stuart Leitch, and Rafael Wildauer. 2021.** 'A European Wealth Tax for a Fair and Green Recovery'. ICAE Working Paper Series.
- Knobel, Andres. 2019.** 'Statistics on Automatic Exchange of Banking Information and the Right to Hold Authorities (and Banks) to Account'. Tax Justice Network (blog). 2019. <https://www.taxjustice.net/2019/06/21/statistics-on-automatic-exchange-of-banking-information-and-the-right-to-hold-authorities-and-banks-to-account/>.
- . 2020.** 'Transparency of Asset and Beneficial Ownership Information'. Available at SSRN 3734400.

RÉFÉRENCES

- Knobel, Andres, and Markus Meinzer. 2014.** “‘The End of Bank Secrecy’? Bridging the Gap to Effective Automatic Information Exchange – An Evaluation of OECD’s Common Reporting Standard (CRS) and Its Alternatives’. Tax Justice Network. <http://www.taxjustice.net/wp-content/uploads/2013/04/TJN-141124-CRS-AIE-End-of-Banking-Secrecy.pdf>.
- Kubiszewski, Ida, Caroline Ward, Kate Pickett, and Robert Costanza. 2023.** ‘The Complex Relationships between Economic Inequality and Biodiversity: A Scoping Review’. The Anthropocene Review, May. <https://doi.org/10.1177/20530196231158080>.
- Kukk, Merike, Jaanika Meriküll, and Tairi Rõõm. 2020.** The Gender Wealth Gap in Europe: A Comparative Study Using a Model Averaging Methodology. Eesti Pank.
- Mack, Sebastian. 2022.** ‘Out of the Dark – An EU Asset Register to Combat Illicit Financial Flows’. <https://opus4.kobv.de/opus4-hsog/frontdoor/index/index/docId/4523>.
- Mandel, Benjamin R. 2009.** ‘Art as an Investment and Conspicuous Consumption Good’. American Economic Review 99 (4): 1653–63. <https://doi.org/10.1257/aer.99.4.1653>.
- Mian, Atif R., Ludwig Straub, and Amir Sufi. 2020.** ‘The Saving Glut of the Rich’. Working Paper. Working Paper Series. National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w26941>.
- Neef, Theresa, Thomas Piketty, Gabriel Zucman, Lucas Chancel, and Panayioti Nicolaides. 2022.** ‘Effective Sanctions against Oligarchs and the Role of a European Asset Registry’.
- Oosterlinck, Kim. 2017.** ‘Art as a Wartime Investment: Conspicuous Consumption and Discretion’. The Economic Journal 127 (607): 2665–2701. <https://doi.org/10.1111/eoj.12391>.
- Oxfam. 2022.** ‘Carbon Billionaires: The Investment Emissions of the World’s Richest People’. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/carbon-billionaires-the-investment-emissions-of-the-worlds-richest-people-621446/>.
- Oxfam International. 2020.** ‘Time to Care: Unpaid and Underpaid Care Work and the Global Inequality Crisis’. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/en/research/time-care>.
- Pesando, James. 1993.** ‘Art as an Investment: The Market for Modern Prints’. The American Economic Review 83 (5): 1075–89.
- Pickett, Kate E, and Richard G Wilkinson. 2010.** ‘Inequality: An Underacknowledged Source of Mental Illness and Distress’. British Journal of Psychiatry 197 (6): 426–28. <https://doi.org/10.1192/bjp.bp.109.072066>.
- Pickett, Kate E., and Richard G. Wilkinson. 2015.** ‘Income Inequality and Health: A Causal Review’. Social Science & Medicine 128 (March): 316–26. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2014.12.031>.
- Pybus, Katie, Madeleine Power, Kate Pickett, and Richard Wilkinson. 2022.** ‘Income Inequality, Status Consumption and Status Anxiety:: An Exploratory Review of Implications for Sustainability and Directions for Future Research’. Social Sciences & Humanities Open 6 (1). <https://doi.org/10.1016/j.ssaho.2022.100353>.
- Saez, Emmanuel, and Gabriel Zucman. 2019.** The Triumph of Injustice: How the Rich Dodge Taxes and How to Make Them Pay. WW Norton & Company.
- . 2022. ‘Wealth Taxation: Lessons from History and Recent Developments’. AEA Papers and Proceedings 112 (May): 58–62. <https://doi.org/10.1257/pandp.20221055>.
- Saez, Emmanuel, Gabriel Zucman, and Camille Landais. 2020.** ‘A Progressive European Wealth Tax to Fund the European COVID Response’. CEPR. 2020. <https://cepr.org/voxeu/columns/progressive-european-wealth-tax-fund-european-covid-response>.
- Tax Foundation. 2022.** ‘Capital Gains Tax Rates in Europe’. Tax Foundation (blog). 2022. <https://taxfoundation.org/capital-gains-tax-rates-in-europe-2022/>.

RÉFÉRENCES

Tax Justice UK. 2023. "Wealth Taxes Will Cause the Rich to Flee": 12 Wealth Tax Myths Debunked'. Tax Justice UK. 2023. <http://www.taxjustice.uk/1/post/2023/05/wealth-taxes-will-cause-the-rich-to-flee-11-wealth-tax-myths-debunked.html>.

UNDESA. 2020. 'UNDESA World Social Report 2020'. 2020. <https://www.un.org/development/desa/dspd/world-social-report/2020-2.html>.

Warren, Tracey. 2006. 'MOVING BEYOND THE GENDER WEALTH GAP: ON GENDER, CLASS, ETHNICITY, AND WEALTH INEQUALITIES IN THE UNITED KINGDOM'. *Feminist Economics* 12 (1-2): 195-219. <https://doi.org/10.1080/13545700500508502>.

Wilkinson, Richard G., and Kate Pickett. 2017. 'The Enemy between Us: The Psychological and Social Costs of Inequality'. *European Journal of Social Psychology* 47 (1): 11-24. <https://doi.org/10.1002/ejsp.2275>.

Young, Cristobal, Charles Varner, Ithai Z. Lurie, and Richard Prinsinzano. 2016. 'Millionaire Migration and Taxation of the Elite: Evidence from Administrative Data'. *American Sociological Review* 81 (3): 421-46. <https://doi.org/10.1177/0003122416639625>.

Zucman, Gabriel. 2013. 'The Missing Wealth of Nations: Are Europe and the US Net Debtors or Net Creditors?' *The Quarterly Journal of Economics* 128 (3): 1321-64.

Zvinys, A. Kristina. 2020. 'Real Property Taxes in Europe'. Tax Foundation (blog). 6 August 2020. <https://taxfoundation.org/real-property-taxes-in-europe-2020/>.



ANNEXE A: AJUSTEMENT POUR TENIR COMPTE DES IMPÔTS SUR LA GRANDE FORTUNE EXISTANTS

Pour nos calculs, nous procédons à des ajustements en fonction des impôts sur la fortune existants en Belgique, en France, en Italie et en Espagne, impôts qui s'appliquent à différents types d'actifs à différents échelons administratifs, comme le montre le tableau A1.

Conformément à la synthèse figurant dans la dernière colonne du tableau A1, nous estimons les recettes provenant des impôts existants en Belgique, en France et en Espagne à partir de la base de données mondiale des statistiques des recettes publiques de l'OCDE, et concrètement le tableau faisant état des impôts sur l'actif net des personnes physiques. Concernant l'Italie, pays qui ne communique pas les impôts grevant l'immobilier et les comptes détenus à l'étranger dans cette base de données, nous retenons qu'un quart de la fortune (des 1% les plus riches) est détenu sur des comptes étrangers et que 6,6% de l'immobilier (des 1% les plus riches) est détenu à l'étranger. Nous déduisons les recettes de ces impôts existants de notre estimation de l'impôt sur la grande fortune.

Tableau A1 Ajustements pour tenir compte des impôts sur la fortune existants

PAYS	IMPÔT	CORRECTION DANS NOTRE ESTIMATION
Belgique	Taxe solidaire de 0,15% sur les comptes-titres d'une valeur égale ou supérieure à 1 million d'euros.	Nous déduisons les recettes de cet impôt (d'après la base de données mondiale des statistiques des recettes publiques de l'OCDE) de notre estimation.
France	Impôt assujettissant les résidents dont les actifs immobiliers nets dans le monde sont évalués à au moins 1,3 million d'euros, de même que les résidents fiscaux non ressortissants français dont les actifs immobiliers nets situés en France sont évalués à au moins 1,3 million d'euros. En fonction de la valeur nette des actifs immobiliers, le taux d'imposition atteint jusqu'à 1,5%.	Nous déduisons les recettes de cet impôt (d'après la base de données mondiale des statistiques des recettes publiques de l'OCDE) de notre estimation.
Italie	Impôt sur la fortune sur les biens immobiliers et les investissements financiers que les citoyens italiens détiennent hors d'Italie (0,76% pour des valeurs supérieures à 26 000 €).	Nous retenons qu'un quart de la fortune (des 1% les plus riches) est détenu sur des comptes étrangers et que 6,6% de l'immobilier (des 1% les plus riches) est détenu à l'étranger. Nous déduisons les estimations de recettes de ces impôts existants de notre estimation de l'impôt sur la grande fortune.
Espagne	Avant la mise en œuvre de l'impôt de solidarité sur les grandes fortunes de 2023 : différents impôts sur la fortune s'appliquent selon la communauté autonome.	Nous déduisons les recettes de cet impôt (d'après la base de données mondiale des statistiques des recettes publiques de l'OCDE) de notre estimation.



ANNEXE B: VARIABLES ET SOURCES DES DONNÉES

Table A1 Ajustements pour tenir compte des impôts sur la fortune existants

VARIABLE	DÉFINITION	ANNÉE	SOURCE	LIEN
Seuil par centiles supérieurs des plus riches	Seuil de la fortune pour les personnes figurant dans le X% supérieur de la répartition des richesses, par pays	2021	World Inequality Database	https://wid.world/
Fortune moyenne au-delà de chaque seuil	Fortune moyenne des particuliers au-delà d'un certain seuil, par pays		World Inequality Database	
Population adulte	Nombre d'adultes dans le pays		World Inequality Database	
Statistiques macroéconomiques pour estimer la fortune à l'étranger	Positions transfrontalières bilatérales de créances et passifs bancaires	2019	Statistiques bancaires territoriales de la Banque des règlements internationaux	https://www.bis.org/statistics/bankstats.htm
PIB	Produit intérieur brut	2021	Eurostat	https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/sdg_08_10/default/table
Nombre de ménages		2021	Statistiques sur les ménages - Séries EFT	https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/LEST_HHNHTYCH/default/table?lang=en
Budget en matière d'éducation	Dépenses publiques générales pour l'éducation	2021	Statistiques annuelles des finances publiques Eurostat	https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/GOV_10A_EXP_cus-tom_6375028/default/table?lang=en
Budget en matière de santé	Dépenses des administrations publiques - fonction santé			
Budget en matière de transports	Dépenses des administrations publiques - fonction transports			
Budget en matière de logements	Dépenses des administrations publiques - fonction logements			
Budget en matière de chômage	Dépenses des administrations publiques - fonction chômage			

ANNEXE B: VARIABLES ET SOURCES DES DONNÉES

Table A1 Ajustements pour tenir compte des impôts sur la fortune existants

VARIABLE	DÉFINITION	ANNÉE	SOURCE	LIEN
Salaires des enseignants du primaire	Salaire annuel des enseignants du primaire ayant 15 ans d'ancienneté	Dernière année disponible, 2020 ou 2021 pour la plupart des pays.	Statistiques de l'OCDE sur l'éducation	https://www.oecd-ilibrary.org/education/data/education-at-a-glance/teachers-statutory-salaries_b43a4622-en
Nombre d'enseignants du primaire dans le pays	Nombre d'enseignants par classe, primaire	2021	Statistiques enseignement primaire Eurostat	https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/educ_uoe_perp01/default/table?lang=en
Salaires du personnel infirmier en hôpitaux	Rémunération annuelle du personnel infirmier en hôpitaux salarié	Dernière année disponible, 2020 ou 2021 pour la plupart des pays.	Ressources en Santé de l'OCDE	https://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=HEALTH_REAC (select "remuneration of health professionals")
Facture d'électricité	Électricité, gaz et autres combustibles	2021	Comptes nationaux annuels Eurostat	https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/NAMA_10_C03_P3_custom_6374573/default/table?lang=en
Dépenses publiques consacrées aux mesures destinées à rendre l'énergie abordable	Engagement budgétaire du gouvernement envers les politiques instaurant des mesures destinées à rendre l'énergie abordable actuellement en vigueur ou promulguées depuis le 2e trimestre 2020 et closes à la date de rédaction.	Montant cumulé de tous les programmes publics mis en œuvre depuis 2021	International Energy Agency (Agence internationale de l'énergie)	https://www.iea.org/data-and-statistics/data-tools/government-energy-spending-tracker-policy-database
Dépenses publiques consacrées à l'électricité bas carbone	Engagement budgétaire du gouvernement envers les politiques en faveur de l'électricité bas carbone actuellement en vigueur ou promulguées depuis le 2e trimestre 2020 et closes à la date de rédaction.			
Dépenses publiques consacrées aux transports efficaces et bas carbone	Engagement budgétaire du gouvernement envers les politiques en faveur de transports efficaces et bas carbone actuellement en vigueur ou promulguées depuis le 2e trimestre 2020 et closes à la date de rédaction.			
Investissements dans le réseau ferroviaire	Total des investissements en infrastructures ferroviaires nationales	2021 (ou dernière année si 2021 n'est pas disponible)	Statistiques concernant les transports (accès via la plateforme statistique de l'OCDE)	https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=ITF_INV_MTN_DATA
Prix du cappuccino	Prix d'un cappuccino dans un restaurant	Données les plus récentes	Numbeo	https://www.numbeo.com/cost-of-living/prices_by_country.jsp?itemId=114&displayCurrency=EUR
Pass Interrail Global	Prix d'un Pass Interrail Global pour un adulte pour 4 jours	2023	Interrail	https://www.interrail.eu/en/interrail-passes

ANNEXE C: DIFFÉRENCES AVEC LES ESTIMATIONS DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL DES RECETTES PROVENANT DE L'IMPÔT SUR LA FORTUNE

L'une de nos estimations, en l'occurrence les recettes potentielles de l'impôt sur la grande fortune en Espagne, exige une attention particulière. Notre analyse suggère qu'instaurer un impôt sur la grande fortune en Espagne pourrait générer environ 19,7 milliards d'euros après prise en compte de tous les impôts existants. Cette estimation dépasse grandement la prévision du gouvernement espagnol de 1,5 milliard de recettes fiscales¹³, même si notre proposition rejoint globalement le modèle espagnol d'un impôt sur la fortune. Trois grands facteurs expliquent cette disparité entre les deux chiffres.

Premièrement, contrairement à l'impôt de solidarité espagnol dans sa version mise en œuvre, l'impôt suggéré dans la présente étude ne prévoit aucune exonération pour des catégories d'actifs spécifiques (se reporter à la Section 2.2). Nous appuyant sur de récentes publications économiques, nous recommandons d'exonérer tous les actifs en deçà d'un seuil relativement élevé, tel que le niveau de 0,5% des fortunes les plus importantes, tout en appliquant l'impôt uniformément pour toutes les catégories d'actifs. Nous méconnaissions les sources utilisées pour les chiffres officiels fournis par l'Espagne. Il est donc difficile de déterminer dans quelle mesure les exonérations prévues contribuent à cette disparité des estimations des recettes. Cela étant, nos estimations montrent clairement que le traitement uniforme de toutes les formes de richesse – à la fois pour des questions d'équité et pour minimiser les possibilités de fraude fiscale – peut largement étendre l'assiette fiscale, ce qui se traduit par des recettes supplémentaires non négligeables pour la société.

Deuxièmement, l'analyse des données WID employées dans cette étude suggère qu'un nombre nettement supérieur de personnes devrait être concerné par l'impôt sur la grande fortune proposé, contrairement à la déclaration officielle du gouvernement espagnol. D'après ce dernier, l'impôt viserait jusqu'à 23 000 personnes résidant dans des communautés autonomes (comunidades autónomas) où ne s'applique aucun impôt sur la fortune, et dont la richesse nette dépasse les 3 millions d'euros. Les deux régions sans impôt sur la fortune préalable sont Madrid et l'Andalousie. D'après les données WID, il est estimé qu'environ 0,5% de la population adulte devrait avoir une richesse nette supérieure à 3 millions d'euros¹⁴. Pour les populations de Madrid et d'Andalousie cumulées, près de 48 400 personnes (soit 0,5% de 9 680 011 adultes) devraient donc être assujetties à l'impôt. Ce chiffre, qui représente plus du double de l'estimation du gouvernement, n'intègre pas d'ailleurs les résidents qui sont parvenus à échapper à l'impôt sur la fortune du fait de la mise en œuvre régionale précédente (tel qu'évoqué à la Section 2.6). La prévision inférieure du gouvernement concernant les personnes soumises à l'impôt peut s'expliquer en partie par les différentes exonérations prévues et par l'utilisation de différentes données concernant la fortune des résidents. Celles-ci forment un troisième groupe de possibles raisons de la disparité élevée entre les deux séries d'estimations sur lesquelles nous allons à présent revenir.

Troisièmement, l'estimation fournie par le gouvernement espagnol s'appuie probablement sur des sources de données assez différentes de la série WID. Si les chiffres du gouvernement proviennent d'enquêtes auprès des ménages, la fortune nette y est vraisemblablement sous-estimée puisque les enquêtes tendent à sous-représenter les personnes riches et que les répondants sous-déclarent habituellement leur fortune (Alvaredo et al. 2020). En revanche, les séries de données WID reposent sur diverses sources de données pour offrir un panorama complet et détaillé, recueillant même des informations concernant les résidents les plus aisés (Alvaredo et al. 2020).

Si l'impact de ces disparités peut être minime lorsqu'on s'intéresse à d'autres questions, la présence de quelques ultra-riches à la fortune sous-déclarée dans une série de données peut largement biaiser à la baisse les recettes potentielles de l'impôt sur la grande fortune. La répartition des richesses, en effet, est par nature très inégale. Ce biais est manifeste lorsqu'on analyse les estimations espagnoles : anticiper des recettes de 1,5 milliard d'euros provenant de 23 000 contribuables sous-entend que la fortune nette moyenne de ces derniers à Madrid et en Andalousie ne dépasse pas 6,85 millions d'euros¹⁵. Cependant, d'après les données WID, les résidents espagnols du segment supérieur de 0,5% disposent d'une fortune nette moyenne de 7,53 milliards. Cela voudrait donc dire que le gouvernement espagnol inclut, dans ses calculs, des contribuables qui n'atteignent même pas le seuil de fortune qui serait assujéti à l'impôt du scénario ici proposé.

En conclusion, l'on peut raisonnablement envisager que l'estimation officielle du gouvernement espagnol se fonde sur des données qui sous-représentent considérablement la fortune que détiennent réellement les citoyens du pays. Il convient d'admettre, néanmoins, que même si la richesse est sous-déclarée dans les enquêtes auprès des ménages, cela ne veut pas forcément dire que l'estimation du gouvernement n'est pas réaliste s'agissant des recettes escomptées d'un impôt sur la grande fortune. Les personnes qui sous-déclarent leur fortune dans les enquêtes sont susceptibles de le faire également dans leurs déclarations d'impôts, et une partie de la richesse peut rester invisible pour les sources de données officielles, d'où une possible évasion fiscale.

Pour que le potentiel d'un impôt sur la grande fortune soit pleinement réalisé, il est essentiel de faire face aux pratiques fiscales frauduleuses et de garantir des mesures effectives quant à son application. Cet argument est développé à la Section 3. La mise en place d'un registre exhaustif d'actifs mondiaux, comme nous l'avons avancé dans l'introduction à cette étude, se révèle essentielle pour atteindre cet objectif. Un tel registre fournirait des renseignements détaillés sur des fortunes importantes dans différentes catégories d'actifs. Il deviendrait un outil crucial pour prévenir l'évasion fiscale, maximiser les recettes potentielles d'un impôt sur la grande fortune et garantir une imposition juste et équitable.

¹³ Le rapport du ministère espagnol des Finances et de la Fonction publique qui fournit l'estimation officielle de ces recettes et de plus amples informations sur l'instauration de l'impôt peut être consulté (en espagnol) à l'adresse : <https://www.hacienda.gob.es/Documentacion/Publico/GabineteMinistro/Varios/22-03-2023-INFO-RME-GRAVAMENES-E-ITSGF.pdf>.

¹⁴ La part des personnes soumises à l'impôt est vraisemblablement un peu supérieure à Madrid – la communauté autonome affichant le PIB par habitant le plus élevé en Espagne – et un peu inférieure en Andalousie – l'une des communautés autonomes les plus pauvres. Cela n'a que peu d'incidence pour l'argument que nous allons développer.

¹⁵ Partant de l'hypothèse qu'ils paieraient seulement un taux de 1,7% pour une fortune nette dépassant 3 millions d'euros, 23 000 résidents ayant une fortune nette moyenne de 6,85 millions d'euros payeraient 6 850 000-3 000 000 000 000,017=1 505 350 000. En fait, la fortune nette retenue dans l'étude officielle pourrait même être inférieure, car les personnes dont la fortune nette est supérieure à 5 millions d'euros auraient à payer 2,1% pour la part de la fortune nette qui dépasse ce seuil.

Crédites

Ceci est une étude réalisée par le Réseau pour la Justice Fiscale, commandée par les Verts/ALE. Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour leur travail sur ce rapport:

Miroslav Palansky
Alison Schulz
Daniel Coll

(de la Tax Justice Network)

Johan Langerock
Mathilde Voisin
Silvia Pelegrín Marugán

Désign:

Okay When Agency

Photo de couverture par

Ramon Kagie d'Unsplash



60 rue Wiertz/Wiertzstraat 60
1047 Brussels, Belgium

www.greens-efa.eu
contactgreens@ep.europa.eu